

LES CAHIERS 02

D'AUTONOMIE DE CLASSE **A2C** | MARS 2022

PAS DE GUERRE ENTRE LES PEUPLES



PAS DE PAIX ENTRE LES CLASSES

ÉDITO

PAS DE GUERRE ENTRE LES PEUPLES, PAS DE PAIX ENTRE LES CLASSES !

La crise militaire d'ampleur qui vient de se déclarer aux portes de l'Europe est le point culminant d'une série de crises majeures qui frappent l'humanité depuis une décennie. La crise climatique, la crise économique de 2008, la crise du covid étaient déjà les symptômes d'un système capitaliste mondial à bout de souffle. Mais l'aggravation brutale de la situation marque un tournant vers un risque de déflagration mondiale. Plus que jamais les luttes de notre camp, des masses que ce système opprime et exploite, sont essentielles pour stopper cette folie.

Le déclenchement de la guerre en Ukraine par Poutine, le 24 février, n'a rien avoir avec la paranoïa d'un dirigeant autocrate sanguinaire comme le décrivent les dirigeants et médias occidentaux. Poutine est, à n'en pas douter, un autocrate qui muselle le peuple russe, c'est un boucher sanguinaire qui a massacré plus de 200 000 civiles en Tchétchénie en 1999. Et il n'hésitera pas à faire de même en Ukraine si les intérêts qui le guident le nécessitent.

Refuser l'escalade guerrière

Mais la violence militaire et la barbarie sanguinaire dont il fait preuve sont exactement de la même nature que celles qu'ont commis à de multiples reprises les États-Unis lorsqu'ils couvraient le Vietnam de napalm ou l'État français lorsqu'ils massacraient des centaines de milliers d'algérien-es pour préserver son empire colonial, ou plus récemment lorsque les États-Unis ont mené la coalition pour détruire l'Irak sous un déluge de bombes, ou encore quand Sarkozy bombardaient la Libye.

Cette guerre n'a rien à voir non plus avec la défense des droits et des libertés d'un peuple que ce soit les minorités russophones d'Ukraine pour Poutine, que ce soit l'intégrité de l'État démocratique Ukrainien pour l'Europe et les États-unis. L'argument de la défense des droits et libertés des peuples à toujours été l'argument utilisé par les grandes puissances pour s'engager dans les guerres. C'est comme cela qu'a débuté la Première Guerre mondiale qui a ravagé l'Europe et fait 20 millions de victimes.

Au lendemain de l'attaque russe, l'Otan a commencé à déployer « *des éléments de sa force de réaction pour renforcer encore son dispositif de défense et être en mesure de réagir rapidement à toute éventualité* ». Macron y contribue en déployant des soldats français en Roumanie et en Estonie. L'Allemagne a annoncé son réarmement tandis que l'Europe a décidé d'envoyer massivement des armes en Ukraine. Les engrenages d'une guerre globale se mettent dangereusement en mouvement.

Tous celles et ceux qui se battent pour l'émancipation des exploité-es et des opprimé-es ne peuvent qu'être internationalistes et s'opposer à la domination

Si nous n'avons pas les moyens immédiats d'éteindre le feu en Ukraine, nous devons nous opposer à ce que les pompiers pyromanes de l'Otan y jettent leurs bidons d'essence.

d'une nation sur une autre. Ils et elles ne peuvent être que totalement solidaires des populations ukrainiennes et exiger que la Russie retire ses troupes. Mais si nous n'avons pas les moyens immédiats d'éteindre le feu en Ukraine, nous devons nous opposer à ce que les pompiers pyromanes de l'Otan y jettent leurs bidons d'essence. Nous devons au contraire exiger la dissolution de l'Otan et refuser la militarisation de l'Europe.

Une guerre impérialiste

Le stratège prussien Von Clausewitz écrivait au 19^e siècle que « *la guerre est le prolongement de la lutte politique par d'autres moyens* ». Reprenant cette analyse, au début de la Première Guerre mondiale, pour comprendre ce qui avait produit cette monstruosité, le révolutionnaire russe Lénine argumentait qu'à l'époque d'un capitalisme hégémonique sur toute la planète, divisé en empires économiques et militaires, la guerre était la continuation de la concurrence acharnée que se livrent les blocs de capitaux rivaux. Elle était le moyen, lorsque les mécanismes économiques ne suffisaient plus, d'assurer le contrôle des ressources de matières premières, de conquérir de nouveaux territoires pour investir leurs capitaux.

L'escalade guerrière actuelle procède de la même logique. Les capitaux, même financiariser, même mondialisés s'appuient sur les moyens militaires des États avec lesquels ils sont étroitement liés pour imposer leur domination ou affaiblir leurs concurrents.

L'effondrement du Bloc de l'Est au début des années 1990 a bouleversé l'ordre de domination issu de la Deuxième Guerre mondiale. Ce fut le début du nouvel ordre mondial promu par les États-Unis pour imposer leur hégémonie militaire et économique sur tout le globe.

Les capitaux, même financiariser, même mondialisés s'appuient sur les moyens militaires des États.

L'Otan, alliance militaire dirigée par les États-Unis pour défendre les intérêts du bloc occidental, loin de se dissoudre avec la fin de la guerre froide, s'est étendue vers les pays de l'Europe de l'Est encerclant toujours plus étroitement la Russie, économiquement exsangue et militairement affaiblie. Elle a renforcé son partenariat militaire avec l'Union européenne qui, dans le même temps, s'élargissait pour intégrer ces mêmes pays dans son grand marché libéral. Lorsque, en 1999, l'Otan est intervenu militairement en Yougoslavie, plongée dans une atroce guerre civile, il s'agissait plus de s'imposer aux yeux de la Russie comme gendarme du monde que de défendre, comme elle le prétendait, les populations victimes du nettoyage ethnique. Dans le même but, avec l'Otan ou avec des coalitions ad hoc, les États-Unis ont mené la guerre contre l'Irak en 1992 avant de l'écraser sous une pluie de bombes en 2003 pendant qu'ils se lançaient dans une guerre d'occupation de l'Afghanistan qui allait durer 20 ans.

C'est dans cette même période que fut lancée la course furieuse vers la mondialisation libérale qui allaient impacter toute les économies dans une programme de concurrence économique sans retenue, de privatisation et de démantèlement des services publics.

Si les États-Unis ont réussi à imposer leur hégémonie militaire sur toute cette période, il n'en fut pas de même sur le plan économique. Les économies occidentales ne se sont jamais remises de la crise des années 1970. La mondialisation des années 1990 et 2000 a vu l'explosion de monstres économiques comme le Gafam, la multiplication de milliardaires, mais ce fut au prix d'une aggravation des inégalités mondiales, d'une explosion de la dette, d'une stagnation voire d'une baisse du pouvoir d'achat. Elle a abouti à la crise mondiale qui a ravagé les économies en 2008 et dont elles ne se sont pas encore relevées.

Dans le même temps, les États-Unis ont vu leur part du marché mondial diminuer, en particulier au profit de la Chine dont le PIB a explosé à partir des années 1990 pour devenir la deuxième puissance économique mondiale et le concurrent le plus sérieux des États-Unis.

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le déclenchement de la guerre actuelle. La Chine forte de sa puissance économique et la Russie forte de sa puissance militaire contestent l'hégémonie et l'expansionnisme des États-Unis et de ses alliés.

En 2014, la révolution de Maïdan, a porté à la tête l'Ukraine des dirigeants pro-européens qui ont entamé des premières discussions pour se rapprocher de l'Otan. Profitant de la colère des minorités russophones, Poutine a annexé la Crimée, ce qui n'a pas empêché l'ardeur de l'Otan à vouloir intégrer l'Ukraine dans son alliance militaire.

La débâcle étatsunienne en Afghanistan et son retrait piteux en août dernier ont sans doute été le signe pour les puissances impérialistes chinoise et russe qu'un repartage du monde était à l'ordre du jour. Alors que les États-Unis s'attelaient, dès septembre, à mettre en place une alliance militaire dans le Pacifique avec l'Australie et la Grande-Bretagne pour faire face à la Chine, qu'elle identifiait depuis longtemps comme la plus grande menace à son hégémonie, les dirigeants

chinois affirmaient haut et fort leur volonté d'un retour rapide de Taïwan dans la Chine. Il s'appuyèrent sur une démonstration de force militaire au-dessus de l'île. Jo Biden s'était alors dit prêt à une intervention militaire au cas d'invasion chinoise. Aujourd'hui la Russie se pense en force de contester l'hégémonie de l'Otan en Europe.

C'est l'accumulation de telles rivalités entre puissances impérialistes qui a conduit par deux fois le monde à la barbarie généralisée.

Combattre nos impérialismes.

Au déclenchement de la Première Guerre mondiale, les principaux dirigeants politiques et syndicaux du mouvement ouvrier européen, qui avait clamé haut et fort, jusqu'à la veille, leur unité et leur internationalisme, se sont vautrés dans le chauvinisme le plus crasse en appelant, à outrance, les ouvriers de leurs pays respectifs à massacrer ceux d'en face.

Le révolutionnaire et député allemand Karl Liebknecht fut l'un des seuls à voter contre cette guerre. Interdit de parole au Parlement, il publia sa position dans une brochure intitulée *«L'ennemi principal est dans notre pays! »*. Il y expliquait que *«L'ennemi principal de chaque peuple est dans son propre pays! L'ennemi principal du peuple allemand est en Allemagne: l'impérialisme allemand, le parti de la guerre allemand, la diplomatie secrète allemande. C'est cet ennemi dans son propre pays qu'il s'agit pour le peuple allemand de combattre dans une lutte politique, en collaboration avec le prolétariat des autres pays, dont la lutte est dirigée contre ses propres impérialistes.»*

En Russie, Lénine défendait les mêmes positions en expliquant qu'en temps de guerre on ne pouvait que vouloir la défaite de son propre gouvernement.

Les principaux dirigeants du mouvement ouvrier, qui avaient abandonné toute perspective de transformation révolutionnaire de la société, pensaient que la guerre ne pouvait se finir que par la victoire de l'un ou l'autre des camps impérialistes et choisissaient le leur. Ils furent les complices des plus grands massacres de masse qu'a connus l'humanité. Ces furent au contraire la révolution russe de 1917, en renversant le Tsar, et la révolution allemande d'octobre-novembre 1918, en mettant fin au régime impérial, qui accélèrent la fin de la guerre et de la barbarie.

Les peuples du monde entier ont tout à craindre de l'affrontement actuel des impérialismes. Mais ils ont en mémoire les deux boucherie mondiales. Il ont aussi la mémoire de la lutte contre la guerre du Vietnam, celle du peuple vietnamien qui a mis en échec la plus grande puissance militaire du monde, celle du mouvement antiguerre qui a déstabilisé les États-Unis de l'intérieur. Les Russes ont également en mémoire le tribut qu'ils ont payé pour la sale guerre menée par l'URSS en Afghanistan et qui a contribué à sa chute. Nombreux manifestent aujourd'hui en Russie pour clamer leur opposition à la guerre malgré la répression féroce de l'État.

Contre la guerre et le nationalisme, nos luttes!

Face à l'esprit guerrier, la lutte contre le nationalisme doit plus que jamais guider nos actions.

Dans son adresse au Parlement du 25 février, Macron a exhorté le pays à «l'unité nationale» pour



Des manifestant-es défilent avec une banderole sur laquelle on peut lire « Ukraine – Paix, Russie – Liberté », Moscou, le 24 février.

défendre la démocratie et nos valeurs. Nous devrions ainsi toutes et tous faire corps au nom d'un intérêt commun et taire nos divergences parce que nous vivons dans les mêmes frontières.

Mais deux ans de « guerre » contre le covid, comme il avait alors osé qualifier la crise sanitaire, ont montré ce que signifie ce prétendu intérêt commun. Tandis que la population, en particulier les populations les plus précaires et les racisé-es, subissait les conséquences de sa politique de destruction du système de santé, il a continué de supprimer près de 4 000 lits d'hôpitaux par an pendant la crise pour arriver à un total 17 000 lits supprimés à la fin de son quinquennat. Il a imposé sa contre-réforme de l'assurance chômage qui va entraîner, selon un rapport de l'Unédic d'avril dernier, une baisse de revenus de 17% en moyenne pour 1,15 million d'allocataires. Selon l'ONG Oxfam, 1 million de personnes ont basculé dans la pauvreté durant la période. « *L'épargne des 20% des Français-es les plus pauvres a diminué de près de 2 milliards d'euros pendant le premier confinement, alors que les 10% des Français-es les plus riches ont vu leur fortune augmenter de plus de 25 milliards d'euros* ».

Pour les entreprises du CAC 40, la crise a été en effet du pain béni ! Tandis que l'inflation faisait exploser la facture énergétique de la population, Totale Énergie annonçait début février ses profits les plus élevés depuis 15 ans. Les entreprises du CAC 40 ont réalisé un total de 137 milliards d'euros de bénéfice en 2021 dont ils s'approprient à verser la moitié en dividendes ! Voilà ce qu'il en est de l'intérêt commun !

Face à l'explosion des inégalités, les luttes sociales se développent depuis le début de l'année. Les conflits sur les salaires se sont multipliés pour contrer la flambée des prix. La grève historique des enseignant-es, le 13 janvier, contre la gestion catastrophique de la crise dans l'Éducation et la baisse continue des moyens, ainsi que la grève massive des salarié-es de la RATP pour une augmentation des salaires qui a paralysé les transports parisiens le 27 janvier montrent une situation sociale potentiellement explosive. La crise actuelle va amplifier la hausse des prix de l'énergie et des céréales et multiplier les revendications

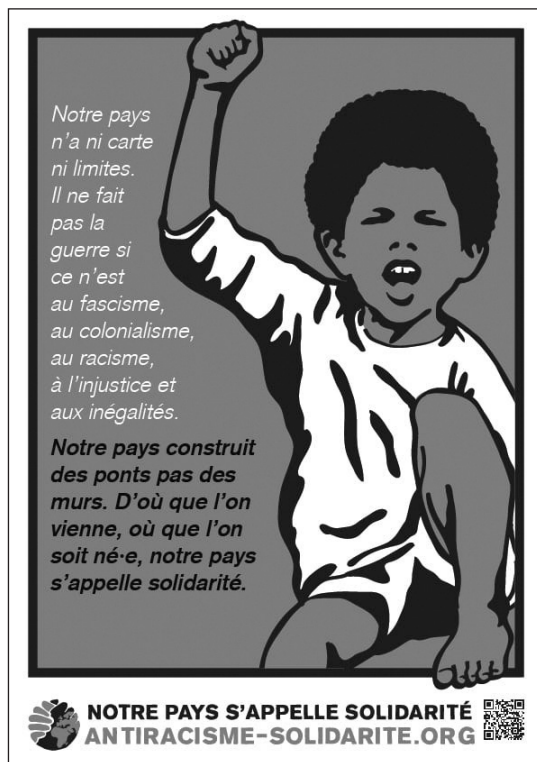
L'unité nationale, c'est encore le renforcement des frontières, du racisme et des courants fascistes.

salariales. Ceux qui se vantent aujourd'hui dans l'unité nationale appelleront demain le pouvoir à faire cesser nos grèves pour ne pas mettre en péril les efforts et les dépenses militaires.

Les femmes ont été en première ligne pendant la crise sanitaire parce qu'elles occupent les deux-tiers des emplois dans le secteur du soin, du fait de la division genrée du travail qu'impose la domination de la société de classe patriarcale. Elles en ont été également les premières victimes parce qu'elles occupent les emplois, les plus précaires, parce qu'elles sont mal payées. Elles sont aussi les principales victimes des violences des guerres. La journée internationale de lutte pour les droits des femmes avec le large appel à la grève féministe du 8 mars, pour l'égalité salariale et contre les violences sexistes est l'occasion pour notre camp d'assumer l'affrontement avec notre classe dirigeante et sa logique de guerre.

Mais l'unité nationale, pour Macron et tous les suppôts de la classe dirigeante, c'est aussi le soutien à la politique impérialiste de la France qui n'a cessé, depuis la décolonisation, de maintenir sa domination sur les populations et les territoires africains par une succession d'interventions militaires, de coups d'État et de soutien sans faille aux dirigeants les plus corrompus jusqu'au soutien des génocidaires rwandais.

Le 16 février dernier, il a convoqué les dirigeants européens et africains à une réunion sur « *la sécurité au Sahel et en Afrique de l'Ouest* ». Il s'agissait de redéfinir l'intervention militaire française face à la contestation massive des populations africaines qui exigent le départ des troupes françaises, relayés par la junte militaire qui a pris le pouvoir au Mali. La France y est intervenue militairement depuis 2013. Sous couvert de lutte contre le terrorisme, l'opération Serval, devenue Barkhane en 2014 avait pour but d'assurer « *un accès sécurisé aux ressources énergétiques et minières* » de l'Afrique comme l'évoquait



Faire la démonstration qu'il existe une autre voie que celle du nationalisme, de la guerre et du fascisme.

un rapport du Sénat et de garantir les intérêts des 40 000 entreprises françaises dont 14 multinationales implantées sur le continent.

Mais si la domination française est vivement contestée par la population qui en subissent directement les conséquences, les richesses du territoire sont convoitées par d'autres puissances impérialistes, en particulier la Chine qui est devenue le premier partenaire économique de l'Afrique et la Russie qui a multiplié depuis quelques années les accords de coopération militaire et économique.

Chassé du Mali, la France a annoncé le redéploiement de ses troupes dans le golfe de Guinée et au Niger où elle exploite en particulier plusieurs mines d'uranium. Macron exhorte maintenant les autres pays européens à se constituer en puissance militaire.

Son enjeu sera de renforcer la domination sur l'Afrique, le nôtre est de soutenir la lutte des peuples africains et d'exiger le retrait des troupes françaises.

L'unité nationale, c'est encore le renforcement des frontières, du racisme et des courants fascistes. L'afflux de réfugié-es ukrainien-nes dévoile comme jamais l'hypocrisie des dirigeants européens et le poison du racisme en Europe. Alors que des centaines de milliers d'Ukrainien-nes ont fui les bombardements dont une grande partie en Pologne, les dirigeants polonais organisent le tri à leur frontière. Des milliers d'étudiant-es africain-es qui cherchaient à fuir les combats ont ainsi été refoulé-es. Tandis que Zemmour s'oppose à l'accueil des réfugié-es pour ne pas « déstabiliser la France qui est déjà submergée par l'immigration », Le Pen concède l'accueil de réfugié-es ukrainien-nes pour mieux suinter son racisme : « l'intégralité des réfugiés syriens était des hommes. C'est étonnant de voir des hommes fuir leur pays et laisser leurs femmes et leurs enfants là-bas.

Il n'y a quasiment que des enfants, des femmes et des personnes âgées » qui fuient l'Ukraine. C'est le même poison raciste que distille Péresse dans une tribune au *Figaro* où elle explique que le statut de réfugié-e pour les ukrainien-nes se justifie bien davantage que pour « les faux réfugiés indument entrés en Europe ces dernières années ».

Si le gouvernement pousse des cris d'orfraie, en expliquant qu'il n'y aura pas de tri, c'est pourtant exactement la logique de sa politique migratoire. Le 2 février, quinze jours avant l'offensive russe, Macron, devenu depuis peu président du Conseil de l'Union européenne, tenait une conférence de presse à Tourcoing sur les politiques migratoires. Il a exhorté les pays membres à renforcer la protection des frontières extérieures. « Nous voulons un système Schengen mieux tenu. » Il a proposé, entre autres, de renforcer la pression sur les États frontières pour qu'ils accentuent leurs contrôles, un mécanisme permettant de réintroduire le contrôle aux frontières des États européens défaillants et « une politique plus opérationnelle et plus unie » en matière d'expulsion des migrant-es illégaux. Le même jour, 19 migrant-es ont été retrouvé-es morts de froid à la frontière entre la Grèce et la Turquie. Depuis le début des années 2000 plus de 38 000 personnes migrantes sont mortes en méditerranée. Comme les ukrainien-nes, elles fuyaient les guerres commises, fomentées ou soutenues par les puissances impérialistes, elles fuyaient le feu des armes en grande partie fournie par l'industrie d'armement française, ou bien elles fuyaient la misère que leur domination génère. C'est cette politique migratoire raciste et assassine que veut maintenant renforcer Macron.

C'est à cette politique raciste et nationaliste que répond la campagne Antiraciste et Solidarité lancée le 18 décembre dernier. « Notre pays n'a ni carte ni limites. Il ne fait pas la guerre si ce n'est au fascisme, au colonialisme, au racisme, à l'injustice et aux inégalités. » dit l'appel « Notre pays s'appelle Solidarité ». Elle regroupe près de 400 organisations locales et nationales, collectifs de sans-papiers, de familles de victimes des violences policières, associations, réseaux de solidarité, collectifs féministes, syndicats, ONG... Elle a permis pour la première fois que de nombreuses villes participent, le 6 février dernier, à la journée mondiale de Commémor'Action pour les mort-es, disparu-es et les victimes de disparitions forcées en mer et aux frontières ! Les initiatives qui ont été prises dans le cadre de la campagne montrent un large potentiel de mobilisation. À Toulouse un tournoi de foot sur les thèmes de la campagne et en soutien aux hijabeuses a mobilisé des centaines de personnes autour d'équipes de quartiers, de sans-papiers, de groupes féministes ainsi une équipe de révolutionnaires soudanais.

Le 19 mars prochain des manifestations sont prévues dans le monde entier, contre le racisme et le fascisme, du Brésil à l'Afrique du Sud, des États-Unis à l'Australie et dans la plupart des pays européens. Cet appel prend un nouvel écho avec la guerre. En France une manifestation nationale est appelée conjointement par la campagne Antiracisme et Solidarité et le Réseau d'entraide vérité et justice. Construisons-la partout où nous sommes pour faire la démonstration qu'il existe une autre voie que celle du nationalisme, de la guerre et du fascisme.

NICOLAS (PARIS 19)

MOINS DE PROGRAMMES ÉLECTORAUX, PLUS DE POLITIQUE !

Coronavirus, surendettement des États, dérèglement climatique, affrontements guerriers entre puissances impérialistes, deux candidatures fascistes à 30% d'intention de votes, etc. À ce niveau de crise du capitalisme, les élections présidentielles d'avril font figure d'un vote pour nous laisser choisir de quoi nous préférons mourir.

Il y a 150 ans, Engels avait annoncé la trajectoire du capital, et l'histoire n'a cessé depuis de lui donner raison : « *La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien passage au socialisme ou rechute dans la barbarie* ». Mais de la nécessité d'une révolution permettant le passage au socialisme à sa possibilité, les obstacles sont nombreux : « *l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », mais « *les idées dominantes sont les idées de la classe dominante* »¹. Ces idées dominantes correspondent à celles qui reflètent l'organisation actuelle de la société, basée sur la compétition et la domination d'une minorité. Elles prennent des formes multiples, comme les idées réactionnaires, le racisme, le sexisme, le corporatisme... Mais elle prennent aussi la forme d'idées réformistes, qu'un changement progressif de la société serait possible : les patrons sont nécessaires mais il faudrait qu'ils soient moins assoiffés de profits, il faut des leaders, des chefs politiques mais plus proches du peuple, il faut intervenir dans les institutions existantes, politiques ou médiatiques, car elles ont autant voire plus d'impact que les mobilisations, il faut réformer la police ou la prison, etc.

On ne combattra pas ces idées avec un programme électoral ou de la propagande, aussi radicaux soient-ils. Mais nos luttes économiques ou sectorielles ne suffisent pas non plus. Il faut parvenir à casser, au sein de nos luttes, l'idée que la politique – l'organisation générale de la société – relèverait d'autres sphères, celle des élections, celle du contrôle de l'État : « *Le marxisme a lié en un tout indissoluble la lutte économique et la lutte politique de la classe ouvrière, et les efforts que déploient [certains-es] pour séparer ces formes de lutte sont des écarts des plus malencontreux et des plus funestes par rapport au marxisme.* »²

La théorisation du réformisme

C'est Édouard Bernstein le premier qui entreprend de critiquer la perspective révolutionnaire dans ce qui est connu comme la première théorie systématisée du réformisme. Mais comme il le rappelle dans son ouvrage publié en 1899, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, il ne fait que rendre compte d'un point de vue théorique de ce que son parti (le SPD, Parti ouvrier socialiste allemand) qui se prétend révolutionnaire, fait déjà en pratique.

Pour les révolutionnaires, les réformes sont un moyen vers le but qui est l'émancipation des travailleur-euses.

Bernstein prétend réviser Marx sur trois aspects : il n'y a plus de crise générale du système, pas de polarisation de classe (les classes moyennes se maintiennent, de larges couches du prolétariat les rejoignent), pas de paupérisation (la situation économique et politique du prolétariat s'améliore). Il n'y a donc plus besoin d'un changement révolutionnaire pour passer du capitalisme au socialisme, puisque le capitalisme devient progressivement socialiste. Pour mener à bien ce processus, il n'est donc pas nécessaire de dissoudre l'État existant, comme l'affirmait Marx dans ses écrits sur la Commune de Paris. Au contraire, il est nécessaire d'acquiescer à une majorité parlementaire. Réforme et révolution sont deux moyens différents de parvenir au même but mais « *tout but final fixé d'avance ou allant à l'encontre du mouvement est irrationnel* ». Les socialistes devraient poursuivre une politique de réformes au sein du système (objectifs immédiats), sans se soucier de la réalisation du but final (lointain), proposition résumée dans la formule restée célèbre : « *ce qu'on appelle d'habitude le but final ne m'est rien, le mouvement est tout* ».

Réforme ou révolution

Réforme sociale ou révolution ? paraît en 1899. C'est une compilation d'articles écrits par la dirigeante révolutionnaire Rosa Luxemburg. Elle est alors elle aussi membre du SPD. Elle y porte le débat sur la façon d'obtenir un changement social. Elle rappelle que les révolutionnaires sont favorables aux réformes, c'est le moyen par lequel un mouvement commence à trouver les forces d'affronter le système dans son ensemble. Mais en dernier ressort, les réformes ne peuvent être acquises sans une remise en question du pouvoir de l'État, basée sur une activité de masse par en bas.

Elle montre que la nécessité du socialisme repose sur l'analyse marxiste selon laquelle le régime capitaliste fera naître de lui-même, à partir de ses propres contradictions internes, le moment où son équilibre sera rompu et où il deviendra proprement barbare. Elle explique que si les réformistes



admettent eux aussi ces contradictions internes du capitalisme, ils veulent les émuousser, les amoindrir, là où les révolutionnaires veulent les supprimer par un renversement révolutionnaire de la société. Quel que soit le sujet, il y a donc toujours un choix qui s'opère entre les méthodes réformistes qui espèrent des négociations ou des améliorations liées aux prochaines élections, et celles des révolutionnaires qui militent pour l'action de masse par en bas, immédiate. Rosa Luxemburg indique que les deux approches ne sont pas compatibles. Réforme sociale et révolution ne sont donc pas deux moyens différents vers le même but, mais deux buts différents. Pour les révolutionnaires, les réformes sont un moyen vers le but qui est l'émancipation des travailleur-euses.

Les deux âmes du socialisme

Bernstein écrit à un moment où le capitalisme allemand n'a pas connu de crises depuis 20 ans, les salaires augmentent et l'État introduit des rudiments de protection sociale. Mais dès 1900 une crise profonde éclate. Le niveau de vie des travailleur-euses cesse de progresser, et les liens entre les cartels et l'État conduisent non pas à un développement pacifique comme le pronostiquait Bernstein, mais à des clashes de plus en plus importants entre États rivaux. Cela débouche quelques années plus tard sur la Première Guerre mondiale. Et bien qu'en théorie le SPD avait rejeté formellement les analyses de Bernstein, il a continué d'évoluer en pratique vers des positions réformistes, allant jusqu'au vote des crédits de guerre par la fraction parlementaire du SPD.

La situation peut sembler très différente aujourd'hui de celle du début du 20^e siècle. Il devient difficile de nier que le capitalisme est

Les idées réformistes sont d'abord le produit de l'expérience contradictoire que font les travailleur-euses

dans une crise grave et que les antagonismes de classes se développent. Certain·es y voient la mort inéluctable du réformisme, comme l'illustre par exemple les annonces sur les réseaux sociaux du « jour d'après » qui promettaient des barricades à la sortie du confinement. Mais en fait, les idées dominantes ne se remettent pas en question si facilement, surtout quand on est isolé·e, donc impuissant·e. De nombreuses analyses expliquent le problème dans les excès du capitalisme plutôt que dans sa dynamique même (seraient en cause la finance, le néolibéralisme, la mondialisation, les policiers mal formés). Et surtout, l'idée persiste que ce n'est pas la classe ouvrière qui doit et peut assurer une organisation alternative de la société, c'est l'État qui pourrait être un instrument au service de la satisfaction des besoins humains. Une bonne illustration peut être trouvée dans la tribune « *Plus jamais ça!* », publiée en mars 2020 – donc en plein confinement – par 18 organisations dont Attac et la CGT, qui expliquait notamment que « *En mettant le pilotage de nos sociétés dans les mains des forces économiques, le néolibéralisme a réduit à peau de chagrin la capacité de nos États à répondre à des crises comme celle du Covid.* » Il faut donc que l'État reprenne la main pour amoindrir les dégâts, au moment où toutes les luttes collectives de notre classe sont suspendues.

Il y a un texte incontournable d'un révolutionnaire américain, Hal Draper. Il rompt en 1940 avec le trotskisme orthodoxe sur la question de la nature des États qui se revendiquent du socialisme, la Russie et l'Union

soviétique, alors que les gens restent exploités et opprimés. Cela le pousse à revenir sur l'essence du socialisme. Dans *les Deux âmes du socialisme*, il écrit : « Retournons donc aux racines. Les pages qui suivent se proposent d'examiner la signification du socialisme historiquement, d'une manière nouvelle. Il y a toujours eu différentes "espèces" de socialisme, et elles ont été habituellement divisées entre réformistes ou révolutionnaires, pacifiques ou violentes, démocratiques ou autoritaires, etc. Ces divisions sont réelles, mais il en existe une autre, sous-jacente. Tout au long du mouvement et des idées socialistes, la coupure fondamentale s'est faite entre socialisme par en haut et socialisme par en bas. »

La conscience contradictoire de notre classe

Pour expliquer l'emprise des idées réformistes dans notre classe, il y a dans la tradition révolutionnaire l'idée assez répandue qu'elles seraient le résultat d'une influence extérieure à notre classe, celle des petits-bourgeois ou des bureaucrates. C'est Engels qui a le premier utilisé ce concept pour expliquer le conservatisme croissant de secteurs de la classe ouvrière britannique. Mais on retrouve aussi cette idée dans les analyses de Rosa Luxemburg pour qui le réformisme est la théorie « d'éléments petits-bourgeois venus au parti ». Et c'est souvent Lénine qui est cité en référence. Lorsqu'il cherche à comprendre les racines économiques qui ont rendu possibles la guerre mondiale et le basculement de la II^e Internationale dans le chauvinisme, il en arrive à la conclusion, dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, qu'il existe au sein de la classe ouvrière une aristocratie qui véhicule les idées réformistes, une couche de travailleur·euses achetées par les superprofits que les capitalistes réalisent grâce à l'impérialisme.

Ces analyses conduisent celles et ceux qui y adhèrent à la conclusion logique que les travailleur·euses du nord profitent de l'exploitation de ceux du sud, et que les travailleur·euses « privilégié·es » – du fait de leur salaire plus élevé ou de leur contrat de travail plus stable – sont plus réformistes que les travailleur·euses précaires ou mal payé·es. Il faudrait donc s'adresser à la fraction supposée spontanément révolutionnaire (les travailleur·euses du sud ou les précaires et les chômeur·euses), et dénoncer en parallèle la corruption économique et politique des autres. Il existe pourtant de nombreuses études qui démontrent la non consistance du concept d'aristocratie ouvrière, en plus des nombreuses expériences de luttes qui fournissent des contre-exemples pratiques. Voir par exemple « *Le mythe de l'aristocratie ouvrière* », écrit par Charlie Post, un révolutionnaire américain.

En fait, les idées réformistes sont d'abord le produit de l'expérience contradictoire que font les travailleur·euses. On doit au révolutionnaire italien Gramsci la mise en relief de la conscience contradictoire des travailleur·euses. Il reprend le fil des analyses de Marx selon lesquelles « les idées dominantes sont les idées de la classe dominante » mais que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Pour lui, les travailleur·euses sont dominé·es par les idées de la classe dirigeante, appelées « le sens commun », selon lesquelles le capitalisme est l'ordre naturel

La pratique des luttes collectives est donc fondamentale pour commencer à rompre avec les idées dominantes.

des choses sur lequel ils ne peuvent agir. Si ces idées sont acceptées, c'est qu'elles apparaissent cohérentes avec la situation de mise en concurrence dans laquelle ils se trouvent en permanence, pour trouver un travail par exemple, et qui les amènent à penser que c'est dans la nature de l'homme, indépendamment des classes sociales qui structurent la société. Mais lorsqu'ils se retrouvent en situation d'agir collectivement, les travailleur·euses développent également des idées de « bon sens », qui sont celles de la coopération et de la solidarité. À cette expérience contradictoire, entre l'organisation de la société basée sur la concurrence et la lutte collective, correspond une conscience contradictoire, une remise en question partielle du sens commun, un sentiment réformiste.

La pratique des luttes collectives est donc fondamentale pour commencer à rompre avec les idées dominantes et développer « du bon sens », c'est-à-dire une conscience, cohérente avec l'expérience des luttes collectives, qui se pérennise.

L'expérience de la révolution russe de 1905 allait d'ailleurs fournir une occasion de poursuivre le débat sur les erreurs de la stratégie réformiste, en permettant de reposer le lien entre lutte économique et lutte politique sous un jour nouveau. Rosa Luxemburg a rédigé en 1906 la brochure *Grève de masse, parti et syndicat*, dans laquelle elle s'emploie à critiquer la séparation mécaniste entre les luttes économiques et les luttes politiques. Elle y décrit la vague de grèves en Russie sur 10 ans, de 1896 à 1905. Elle démontre que lorsqu'un grand nombre de travailleur·euses se met en grève, c'est un défi à la fois pour le pouvoir économique et le pouvoir politique de l'État. Elle montre comment, en Russie en 1905, les travailleur·euses ont, à travers leurs luttes, transformé leurs idées politiques et acquis le pouvoir de changer la société. Comment l'économique se transforme en politique et inversement.

La grève de masse casse la séparation entre économique et politique, inhérente au réformisme (aussi bien qu'à son symétrique, le syndicalisme). Elle fusionne la lutte pour des réformes au sein de la société capitaliste et la lutte pour le renversement révolutionnaire de la société. (« *la journée de 8 heures et des armes* », selon la formule du dirigeant révolutionnaire russe L. Trotsky)

Le plus haut degré de cette jonction est atteint par la création d'une nouvelle forme d'organisation, les soviets (conseils ouvriers), organe de contrôle des travailleur·euses leur permettant de débattre, décider et mettre en œuvre les choix économiques comme politiques sur la base de leurs intérêts propres, et donc constitutif d'un pouvoir alternatif.

Plus de politique au sein des luttes !

Rosa Luxemburg met en avant les évolutions incroyables de la conscience des travailleur·euses au cours des luttes. Mais n'est pas analysé le fait que ce processus est loin d'être homogène. Pourtant, les expériences révolutionnaires passées nous montrent que si une partie de notre classe,



souvent celle déjà militante, tend à rompre avec les idées réformistes, les millions de personnes qui entrent dans la lutte pour la première fois tendent plutôt à s'identifier avec les courants qui leur apparaissent moins utopiques. Dans la révolution russe de 1917, l'écrasante majorité des membres des soviets soutenait le gouvernement provisoire après la révolution de février. Les luttes qui se développent à partir de 1934 en France se traduisent par un afflux de militant·es au Parti communiste, mais aussi à la SFIO (ancien PS). La période de radicalisation qui suit mai 1968 permet à la SFIO de se régénérer sous la forme du Parti socialiste, etc.

La réponse que le dirigeant révolutionnaire russe Lénine apporte au développement de « l'économisme » est ici utile. À la base de ce courant, la conviction que la social-démocratie (les marxistes révolutionnaires), pour sortir de la marginalité, doit effectuer un tournant vers l'agitation et doit donc concentrer son travail non pas sur la lutte politique contre l'autocratie tsariste, mais dans le développement des luttes économiques des travailleur·euses. Les travailleur·euses apprendraient ainsi, par l'expérience de la lutte elle-même, qu'il y a besoin de politique. Mais la théorisation de cette pratique conduit à s'accorder avec Bernstein sur la séparation entre la lutte immédiate et le but ultime, et à acter la séparation entre les luttes économique et politique, en proposant de se concentrer sur les premières.

Lénine adhère au début au tournant vers l'agitation. Mais pour lui, les théorisations qui en sont faites conduisent inévitablement à un abandon de l'hégémonie du prolétariat en instituant une division du travail dans laquelle les travailleur·euses se limitent à la lutte économique, syndicale, laissant les luttes politiques être menées par d'autres courants (à l'époque, notamment la bourgeoisie). Ce faisant, les révolutionnaires trahissent la révolution. La réponse qu'il élabore se trouve dans différents textes⁴. Il écrit par exemple :

« D'une part, le mouvement ouvrier se dissocie du socialisme : on aide les ouvriers à mener la lutte économique, mais on ne leur explique pas du tout ou pas assez les buts socialistes et les objectifs politiques du mouvement dans son ensemble. D'autre part, le socialisme se dissocie du mouvement ouvrier : les socialistes russes

La tâche des socialistes est de contribuer à la fusion de la lutte économique et de la lutte politique.

recommencent de plus en plus à dire que la lutte contre le gouvernement doit être menée par les intellectuels avec leurs propres forces, car les ouvriers se cantonnent dans la lutte économique. »

Pour Lénine, la tâche des socialistes est de contribuer à la fusion de la lutte économique et de la lutte politique. Refuser de poser clairement des tâches politiques au sein du mouvement, mène à penser que les luttes spontanées sont suffisantes ce qui conduit au suivisme : on commente les flux et reflux des luttes, plutôt qu'on ne les fait progresser. Cela éloigne des possibilités pour notre classe de se penser elle-même comme classe dirigeante.

« La conscience de la classe ouvrière ne peut être une conscience politique véritable si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre tout abus, toute manifestation d'arbitraire, d'oppression et de violence, quelles que soient les classes qui en sont victimes ; à réagir justement du point de vue social-démocrate, et non de quelque autre point de vue. »

Lénine rejette l'idée que la conscience de la classe ouvrière peut se développer graduellement sur la base de l'accumulation des luttes économiques. Cela le conduit à redéfinir les sphères économiques et politiques : se cantonner à revendiquer des améliorations économiques, y compris à l'échelle nationale et sous un aspect contraignant pour la classe dirigeante (une loi par exemple), c'est maintenir la classe ouvrière sous la domination de la bourgeoisie car cela l'empêche de devenir l'acteur politique dirigeant. Plus on cantonne les luttes à de simples revendications économiques, plus les questions politiques relèvent alors d'autres sphères, de l'activité électorale ou de la propagande des partis.

La traduction concrète de cette logique, en cette période électorale ? Comme l'indiquait l'édito du précédent numéro, « nous faisons nôtre le slogan zapatiste "Votez, ne votez pas, on s'en fout ; Organisez-vous !" ». Et face à la barbarie qui s'annonce, nous qui « ne sommes rien », soyons réalistes, devenons tout.

VANINA (PARIS 20)

1 – Selon deux analyses de Marx, qui figurent notamment dans *le Manifeste Communiste*.

2 – Lénine, dans une des réponses à un courant qui se développe en Russie, « l'économisme » (voir plus bas). Il me semble qu'on peut élargir la sphère économique à toute forme de lutte sur un front spécifique, dans le sens où cette séparation détache ceux qui agissent contre une situation spécifique et la question plus globale de l'exercice du pouvoir, incarnée dans l'État.

3 – « *Protestation des social-démocrates de Russie* » est la réponse première, mais *Que Faire ?* est son écrit le plus connu sur la question.

À LIRE :

– Les 2 brochures de Rosa Luxemburg : *Réforme sociale ou révolution ?* et *Grève de masse, parti et syndicat*

– Hal DRaper, *Les deux âmes du socialisme*

– Lénine, *Que Faire ?*

– Chris Harman, *État et le capitalisme aujourd'hui* (disponible en français uniquement sur marxists.org)



DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE, **LA GRÈVE FÉMINISTE N'EST PAS AUTOMATIQUE**



Ces dernières années, la force du mouvement féministe a permis de faire de nouveau émerger la question de l'oppression des femmes comme lutte politique incontournable, s'articulant autour d'un agenda propre et s'organisant de manière autonome vis-à-vis du mouvement ouvrier. En ce sens, la question de l'exploitation peut sembler aujourd'hui secondaire dans le mouvement féministe, qui la relèguerait au champ d'intervention appartenant strictement à la lutte anticapitaliste. Pour autant, la question des imbrications entre patriarcat et capitalisme mérite de se poser au sein du mouvement féministe. En effet, l'aspect très théorique de cette question ne doit pas faire oublier l'implication concrète de sa réponse dans les luttes et des choix stratégiques qui s'offrent à nous.

Débats historiques dans le mouvement : les féministes matérialistes et les féministes marxistes

La question de l'articulation patriarcat/capitalisme a été une question centrale du féminisme dans les années 1970. Deux théories sont entrées en discussion et se sont complétées : d'un côté le féminisme marxiste avec en tête de file Silvia Federici et de l'autre le féminisme matérialiste avec Christine Delphy.

Deux questions principales ont structuré leurs débats. Premièrement, patriarcat et capitalisme sont-ils deux systèmes séparés ? Sont-ils interdépendants ? Deuxièmement, quelle est la place du travail domestique ? S'agit-il d'un travail productif ?

Productif, entendu ici au sens marxiste, c'est-à-dire un travail créateur de sur-valeur, donc vecteur de plus-value pour le capitalisme.

Les féministes matérialistes – ou féministes radicales – vont proposer une approche, certes inspirée des théories marxistes, mais affirmant une autonomie du système d'oppression de la catégorie femme par rapport au capitalisme. Elles vont nommer ce système « patriarcat ». La volonté de ces féministes est de tenter de remonter à la racine – d'où le qualificatif « radicales » – de l'oppression historique des femmes. Pour ce faire, elles vont rompre avec la vision des féministes marxistes en affirmant que le patriarcat n'est pas un rapport



contenu dans le capitalisme mais qu'il est bien un système autonome.

Pour les féministes marxistes, l'exploitation capitaliste est à l'origine de l'oppression des femmes. En ce sens, elles ne distinguent pas deux systèmes autonomes : le système qui est à combattre pour mettre fin à l'exploitation des femmes est le capitalisme dans son ensemble, et notamment la division genrée du travail qu'il a instaurée. La fin de l'oppression des femmes se produira après l'abolition du capitalisme car la fin de la société capitaliste et de sa division en classes conduira à la disparition de la famille conjugale grâce à la mise en place de la propriété collective.

Au-delà de ces désaccords, les féministes matérialistes et marxistes vont contribuer à un approfondissement théorique majeur : l'analyse de l'exploitation du travail et du corps des femmes dans le mode de production domestique. Cet apport fondamental va modifier durablement la compréhension de ce que vivent les femmes dans la société capitaliste et donner de nouvelles armes au mouvement féministe.

La question du travail reproductif

La théorie de la reproduction sociale montre que si les femmes et les minorités de genre¹ sont dominées, ce n'est pas dû à un simple biais idéologique qui aurait perduré. L'oppression a une base matérielle : l'assignation des femmes et des minorités de genre dans le cadre d'une division genrée du travail, à un type de travail spécifique, qu'on appelle le travail reproductif. Cette oppression n'est pas accessoire au capitalisme, elle lui est essentielle.

Ce travail consiste à produire et à reproduire la vie, c'est-à-dire de produire et de reproduire la force de travail, à savoir – dans le cadre de l'économie capitaliste – les travailleurs et les travailleuses.

La division sociale du travail pousse à l'extrême la séparation de la sphère productive (travail salarié effectué au sein du marché) et de la sphère

Porter la revendication de la grève dans la sphère du travail salarié mais aussi du travail domestique

reproductive (travail domestique, effectué en dehors du marché) pour que le capitalisme puisse se développer et perdurer.

Ce travail reproductif se traduit concrètement par des tâches quotidiennes, comme faire à manger, laver le linge, nettoyer la maison, des tâches qui permettent aux travailleur·euses d'être disponibles et productif·ves. Le travail reproductif se traduit également par la reproduction de la force de travail dans le temps, c'est-à-dire par la production des enfants et leur éducation.

Pour Silvia Federici, le foyer est le lieu du travail reproductif. Aurore Koechlin, féministe marxiste, explique quant à elle que ce travail reproductif ne s'effectue pas qu'au sein des foyers : on le retrouve dans les services publics de la santé, de l'éducation, etc., autrement dit tous les métiers dits du *care*. Cette partie collective du travail reproductif est très largement assurée par les femmes et les minorités de genres, majoritairement de classe populaire et racisées, avec une rémunération et une reconnaissance sociale très faibles.

Le travail reproductif est donc nécessaire au capitalisme pour pouvoir engranger des profits : il permet de produire la force de travail qui est la seule marchandise qui produit de la plus-value, soit du profit. Le travail est donc central pour penser les rapports sociaux genrés et de race car c'est autour du travail en tant que base matérielle que se nouent les rapports de domination, contrairement à ce que laissent penser les féministes libérales. Dans l'histoire, les capitalistes ont déterminé les modalités d'exploitation des femmes y compris lorsqu'il s'agit du travail productif : elles sont ainsi une variable d'ajustement du capitalisme.

Bien évidemment, l'approche par le travail productif et reproductif n'est pas la seule manière de penser l'oppression des femmes et minorités de genre et la façon de la combattre. Pour autant, il nous semblait important de développer ces arguments car penser l'articulation entre patriarcat et capitalisme offre des perspectives stratégiques à moyen terme pour le mouvement féministe, notamment celle de la grève, outil historique du mouvement ouvrier.

La stratégie de la grève féministe

La grève féministe est un outil de lutte qui a montré sa force mobilisatrice dans de nombreux pays ces dernières années. Il s'agit à la fois de porter la revendication de la grève dans la sphère du travail salarié mais aussi du travail domestique, d'essayer d'articuler ce qui a été développé plus haut : le continuum du travail des femmes et minorités de genre de la maison à l'entreprise. Dans plusieurs pays d'Amérique latine, les féministes ont été préceuses dans l'élaboration et la construction de cet outil. Au fur et à mesure des années, par les groupes de bases, depuis leurs quartiers ou leurs lieux de travail, elles ont réussi à mobiliser autour de ce mot d'ordre et sont parvenues à des démonstrations de force massives avec des millions de personnes dans la rue le 8 mars, notamment au Chili et en Argentine.

En Europe, ceux qui ont réussi à mobiliser massivement autour de la grève féministe sont les Suisses et les Espagnoles. Le 8 mars 2018, une grève historique a lieu en Espagne : 5 millions de personnes participent d'une manière ou d'une autre à la mobilisation. L'année suivante, les Suisses sont un demi-million et les Espagnoles plus de 6 millions.

Ces exemples sont bien entendu très inspirants ; depuis quelques années se discute dans différents collectifs, syndicats et associations, la possibilité de faire la même chose ici en France. Pour autant et jusqu'à très récemment, le mot d'ordre de la grève féministe paraissait plus incantatoire qu'autre chose.

La situation semble changer avec la création de la coordination féministe. Cette dernière lancée en mars 2020, tente d'offrir un espace de discussions, d'élaboration et d'articulation pour l'ensemble du mouvement féministe autonome. Depuis un an et demi, plusieurs tribunes et actions ont été menées conjointement entre une vingtaine de collectifs et associations répartis sur l'ensemble du territoire. Ce cadre de la coordination féministe souhaite permettre de reposer ensemble, à partir des collectifs et associations de terrain, les questions politiques et stratégiques auxquelles nous sommes confrontés au quotidien en tant que féministes. Cette volonté semble prendre corps progressivement et a pris un tournant important lors des premières Rencontres féministes de la coordination qui ont eu lieu en janvier à Rennes. Elles ont réuni plus de 300 personnes représentant une soixantaine de collectifs, associations et commissions féministes de plusieurs syndicats et organisations. Les discussions ont permis d'arriver à des consensus sur des priorités stratégiques pour le mouvement : la lutte contre l'extrême droite et les récupérations racistes et xénophobes du féminisme, dans le cadre de cette présidentielle et au-delà, et la grève féministe comme perspective à construire dès aujourd'hui et dans les années à venir.

Penser comment construire la grève féministe pour qu'elle soit source d'approfondissement et d'élargissement du mouvement féministe

Comment construire la grève ? Des freins à ne pas négliger

Un appel à la grève féministe ce 8 mars 2022 est donc lancé, qui propose également de construire dès à présent celle du 8 mars 2023. La construction de la grève sur les années à venir est un enjeu important car de notre point de vue, plusieurs freins peuvent être identifiés aujourd'hui. Nous ne les abordons pas pour signifier qu'ils sont indépassables et qu'il faudrait abandonner cette perspective stratégique mais plutôt que la stratégie doit s'éprouver en rapport avec le réel, dans un aller-retour constant et conscient. Identifier des freins ou des questions qui seront à trancher n'a pas vocation à démobiliser avant même d'avoir essayé de mobiliser ; nous pensons plutôt que cela nous permettra de faire des choix tactiques, de savoir où orienter prioritairement notre énergie dans les temps à venir. En bref, de penser comment construire la grève féministe pour qu'elle soit source d'approfondissement et d'élargissement du mouvement féministe.

Aujourd'hui, force est de constater que les forces vives, la base active du mouvement féministe sont des gens jeunes voire très jeunes, pour la plupart non salarié-es, qui n'ont pas de foyer à charge.

Pour cette génération de militant-e-s, ce qui est à l'origine de leur mise en mouvement est la lutte contre les violences patriarcales au sens large (féminicides, violences conjugales, incestes) et la dénonciation d'une culture du viol présente à tous les niveaux de la société. On observe que les syndicats ont des difficultés à s'approprier ces mots d'ordre propres à l'émergence et la continuité du mouvement Me Too car il s'agit de revendications qui échappent au strict cadre de l'exploitation. Dès lors, comment convaincre de la grève quand ce moyen d'action paraît éloigné des réalités quotidiennes de ceux qui se mettent en mouvement ? Il va falloir être capable de tenir les deux bouts si on veut que la question de la grève devienne centrale dans les revendications et moyens d'action du mouvement féministe dans les années à venir, être capables d'articuler dans nos pratiques les mobilisations sur les violences patriarcales et celles portant sur les questions d'exploitation (allant de la charge mentale du foyer à des grèves dans les secteurs féminisés). Qu'on se le dise, ce qu'il y a à construire, c'est un saut qualitatif énorme dans la conscience de ce qu'est le patriarcat et de son lien inextricable avec le capitalisme.

Un certain nombre de nouvelles personnes investies dans le mouvement viennent des réseaux sociaux et ne sont passées ni par les organisations traditionnelles, ni par les syndicats, ni par les partis. Les collectifs, assemblées et associations féministes offrent la possibilité de regrouper des femmes et des personnes qui vivent des violences de genre qu'elles travaillent, qu'elles soient au chômage, à la retraite, avec ou sans papiers, trans, lycéennes, étudiantes, voire collégiennes. En ce sens, les cadres d'organisation du mouvement féministe sont très créatifs parce qu'ils s'adressent et regroupent des

personnes avec des réalités très diverses. Il nous semble important de prendre soin de cette vitalité et de veiller à ce qu'elle ne soit pas alourdie par l'envie de répondre à tout prix au mot d'ordre de la grève. Il faudra réussir à convaincre sur des bases saines en favorisant l'appropriation de ce concept pour l'élargir au plus grand nombre de gens et de réalités.

Un autre enjeu majeur pour la construction d'une grève féministe d'ampleur est le lien avec les syndicats. Leur participation est encore faible mais idéalement il devrait y avoir beaucoup plus de liens et de fluidité entre les collectifs féministes et ces organisations. Cet état de fait est lié à des tensions relevées ces dernières années dans plusieurs villes où des organisations syndicales ont préféré appeler seules à des mobilisations faibles numériquement plutôt que de composer avec la diversité du mouvement, contribuant à une sorte de fracture autour de l'organisation du 8 mars. Pour autant, de nombreuses femmes syndicalistes font partie de collectifs féministes et peuvent faire le lien avec les syndicats tout en apportant les revendications féministes liées au milieu du travail. À l'inverse, même si les syndicats peuvent entraîner une grande proportion de femmes dans le milieu du travail, un nombre non négligeable de femmes ne sont pas en mesure d'intégrer des syndicats pour des questions de statut et d'habitudes organisationnelles. Le travail réciproque pour fluidifier les rapports entre le mouvement féministe et les syndicats est donc un enjeu important dans la perspective de la grève et de l'augmentation du rapport de forces vis-à-vis de l'État.

Un autre enjeu de taille qui se pose va concerner le passage d'une grève de femmes à une grève féministe : d'une grève qui à priori ne concerne, en termes d'intérêts directs, que les femmes et minorités de genre, mais qui se doit, pour arriver à ses fins, de concerner l'ensemble de la classe exploitée et opprimée. Au sein du mouvement la question des premières concernées cristallise beaucoup de débats et devient souvent un sujet sensible. Il va donc falloir mener de front deux batailles : celle qui consiste à argumenter pour dépasser les conceptions morales autour de la question des premières concernées pour la repolitiser en pratique (par exemple : pour quelles raisons est-ce pertinent, intéressant de faire un cortège en non-mixité choisie ? Que voulons-nous y défendre qui ne puisse être vécu/porté dans un cortège mixte ?), bref sortir des évidences morales portées par une certaine frange du mouvement. De l'autre, il faudra construire le rapport de forces et l'autonomie politique suffisants au mouvement pour que l'on soit à même de renverser l'état de fait des oppressions quotidiennes. Dans notre classe, il y a aussi des violeurs, des paternalistes, des transphobes, des gens qui perpétuent les violences sexistes et sexuelles. Comme le dit Christine Delphy², la non-mixité est une étape nécessaire pour la construction de l'autonomie politique et la réappropriation du pouvoir mais elle ne peut être une finalité en soi. Elle est un moment de lutte avec pour objectif la lutte de tou-te-s pour abolir cette société. Il s'agira donc d'une question de tempo : construire les moments d'approfondissement de la confiance politique des premières concernées et saisir les moments d'intervention nécessaire dans des cadres politiques plus larges et mixtes pour ne pas se couper du mouvement social.

La grève à notre sens doit être pensée comme processus et pas seulement comme finalité. Bien

La grève à notre sens doit être pensée comme processus et pas seulement comme finalité.

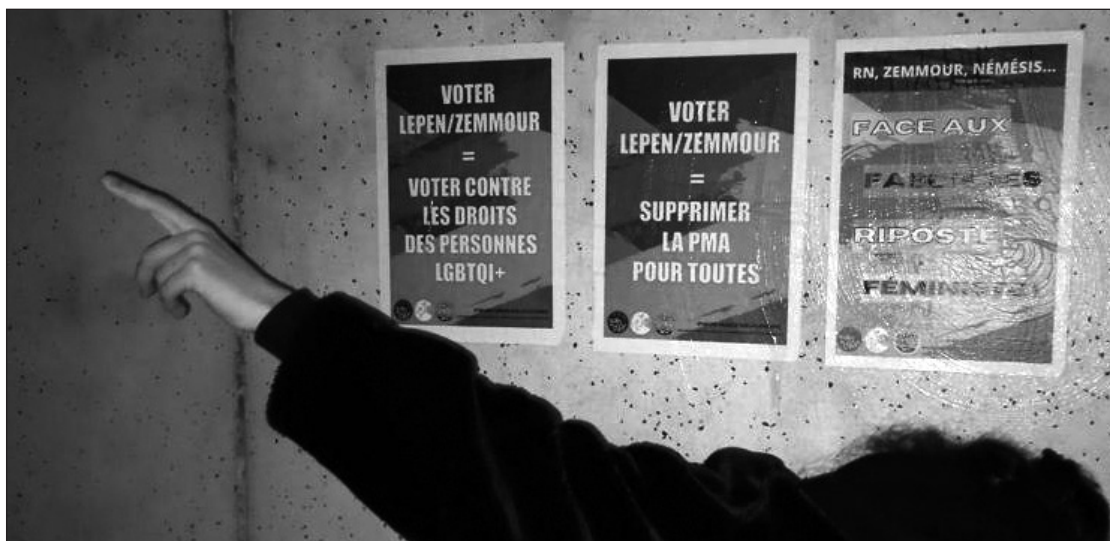
entendu, le taux de grévistes effectif le 8 mars ou la force numérique des manifestations ce jour-là sont des indicateurs à ne pas négliger pour dresser un constat de la réussite ou non de la mobilisation, mais ils ne doivent pas être les seuls. En effet, la grève doit aussi être entendue comme un état de mobilisation permanent, comme une augmentation significative de la conscience politique de l'oppression et de l'exploitation. En ce sens, elle doit permettre au jour le jour la mise en relation des femmes et minorités de genre à travers l'organisation et la solidarité par quartier, à la mise en réseau des associations, syndicats et collectifs divers et variés, à la réflexion sur les conditions matérielles de participation des femmes et minorités de genre dans la mobilisation en proposant concrètement de commencer ici et maintenant, par en bas, la socialisation du travail reproductif (solution de garde pour les enfants pour participer aux réunions et manifestations, organisation de repas collectifs, etc.). Le mouvement féministe est inventif et créatif, il l'a prouvé maintes fois dans l'histoire, et ce dans différents pays et contextes. Notre féminisme implique une refonte totale de la manière dont doit s'organiser la société au quotidien, il porte en lui les germes d'une alternative au modèle capitaliste. C'est donc à nous de travailler à rendre encore plus évidents les intérêts que nous avons à lutter contre le capitalisme pour ne pas laisser de place au féminisme libéral qui ne profite qu'à un tout petit pourcentage de personnes. Nous devons lui opposer au contraire un féminisme qui a pour finalité le changement réel des conditions matérielles d'existence de la majorité opprimée et exploitée.

KIM (TOULOUSE), AVEC LE SOUTIEN DES CAMARADES DE MARSEILLE ET RENNES

1 – Nous entendons par là l'ensemble des personnes transmasculines, non-binaires ... qui subissent le patriarcat et que nous appellerons dans la suite de l'article « minorités de genre », même si cette formulation ne nous convient pas totalement.

2 – « La non-mixité voulue, la non-mixité politique, doit demeurer la pratique de base de toute lutte. Et c'est seulement ainsi que les moments mixtes de la lutte – car il y en a et il faut qu'il y en ait – ne seront pas susceptibles de déraper vers une reconstruction douce de la domination », voir : <https://lmsi.net/La-non-mixite-une-necessite>





RETOUR D'EXPÉRIENCE SUR LES COLLAGES FÉMINISTES CONTRE L'EXTRÊME DROITE À TOULOUSE

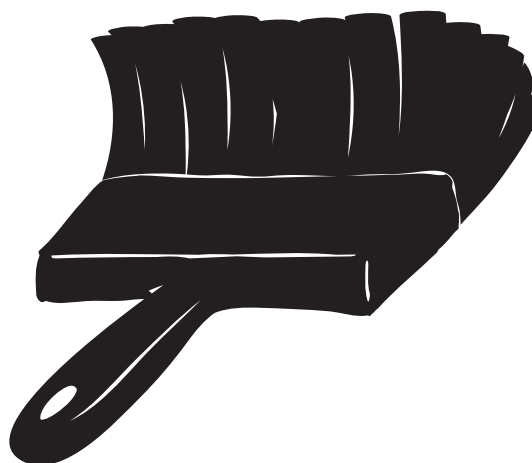
Café débat, projection, collage... faire ensemble et se donner confiance !

En juin 2021, une manifestation unitaire « contre l'extrême droite et ses idées » est organisée à Paris et dans plusieurs autres villes, notamment à Toulouse. Dans ce cadre, l'assemblée féministe Toutes en grève 31 appelle à un cortège féministe contre le fascisme qui ne fonctionne pas.

Lors de l'assemblée qui suit, le constat suivant est fait : pour un certain nombre d'entre nous, il est urgent d'organiser une riposte féministe face à l'usage fallacieux de nos combats par l'extrême droite, le développement de Némésis à Toulouse et le danger que représentent les groupes fascistes pour les féministes, les femmes et les personnes minorisées par la structure patriarcale. Pour autant, la nécessité de s'opposer à l'extrême droite en tant que féministes ne semble pas être une idée qui convainc largement, vu l'échec de la manifestation précédente. Nous décidons alors de créer un groupe de travail sur cette thématique.

Ce groupe de travail propose rapidement d'organiser un café féministe intitulé « *Zemmour, Le Pen : pourquoi lutter face à ces dangers en tant que femmes et/ou féministes ?* » pour aborder la question du danger fasciste et réfléchir collectivement sur les manières de combattre l'extrême droite, en s'appuyant notamment sur l'exemple du Brésil. Ce café a pour objectif de s'autoformer et de convaincre de la nécessité de participer aux mobilisations antifascistes à venir. Vingt-cinq personnes sont présentes et des retours très positifs sont faits vis-à-vis de l'initiative.

Quelques semaines plus tard, une autre manifestation, cette fois avec une dimension nationale, est organisée à Perpignan contre le Rassemblement national qui y tient son congrès. Un cortège féministe plus conséquent se forme pendant la manifestation mais il n'est tout de même pas à la hauteur des attentes vu l'ampleur et la dangerosité de la situation.



Il est urgent d'organiser une riposte féministe face à l'usage fallacieux de nos combats par l'extrême droite

À la rentrée scolaire 2021 est organisé un deuxième café féministe sur le même modèle que le premier. Il rassemble une trentaine de personnes.

En décembre, nous décidons d'organiser la projection du documentaire *Populisme au féminin*, réalisé en 2012, qui traite de l'arrivée de femmes à la tête de plusieurs partis d'extrême droite en Europe et de l'utilisation politique qui en est faite. Le documentaire comporte plusieurs biais et l'analyse qui y est présentée n'est pas toujours en accord avec la nôtre, pour autant nous décidons de le projeter car c'est une des rares contributions de ce format sur cette thématique et que le film se veut surtout être un support et un prétexte à la discussion. Soixante personnes y participent et plus de cinquante s'inscrivent pour la suite de la dynamique.

Ces trois moments – les deux cafés et la projection – avaient vocation à ouvrir un espace de discussion au-delà des collectifs déjà existants, mais non à créer un cadre dans lequel nous partagerions l'ensemble de nos analyses ou de nos pratiques. L'idée était de rassembler différentes composantes féministes autour du constat suivant : la montée de l'extrême droite dans le paysage politique représente pour nous un danger. En tant que femmes, trans, gouines, en tant que féministes, nous avons une responsabilité politique à nous opposer au fait que nos luttes et les violences que nous vivons au quotidien servent à justifier les discours xénophobes et racistes. Cette urgence est d'autant plus flagrante qu'un mouvement identitaire se revendiquant féministe, proche de Zemmour et de l'Action française, fleurit sur internet et dans plusieurs villes de France, dont Toulouse, sans qu'une opposition ferme ne se fasse entendre.

L'objectif de ces trois soirées étaient donc de construire ce constat commun pour ensuite passer à l'action, pour éviter de tomber dans trois écueils : 1 – Une forme d'attentisme, qui considère que l'initiative devrait être prise par d'autres, en l'occurrence par le mouvement antifasciste, ou alors qu'il n'y aurait pas de raisons d'agir spécifiquement en tant que sujets politiques femmes et minorités de genre. 2 – Une forme de déni, consistant à ne pas prendre au sérieux les attaques répétées des fascistes contre les féministes¹, la possibilité de l'accession au pouvoir d'un parti fasciste ou encore la minimisation de la spécificité de l'extrême droite dans l'échiquier politique en argumentant que les idées racistes et misogynes sont aussi défendues par le gouvernement actuel et une partie de la gauche.

3 – Une forme d'impuissance dans le contexte actuel.

Il s'agissait donc de redonner de la confiance collective en passant par l'action. Nous nous sommes donc inspirées des collages contre les féminicides car il nous a semblé que c'était un moyen d'action large et rassembleur, facile à mettre en place techniquement et à s'approprier.

Ainsi à l'issue de la projection du film, nous avons proposé trois affiches réalisées en amont afin que les personnes présentes puissent se projeter dans la suite de la dynamique. Ces affiches ont servi de base de discussion pour l'élaboration d'autres affiches. Nous avons choisi de créer une unité visuelle en nous inspirant des affiches réalisées par la campagne antiraciste allemande Welcome United. Les affiches conservaient donc le même fond coloré en présentant des slogans différents. Ce soir-là, nous avons proposé deux rendez-vous dans les jours qui

Il s'agissait de redonner de la confiance collective en passant par l'action

venaient, pour éviter que la dynamique ne s'essouffle : un premier moment de création d'autres affiches sur le fond commun, et une soirée collage. Dix personnes étaient présentes pour l'élaboration des affiches, aboutissant à dix nouveaux modèles, malgré le fait que nous étions pour la majorité d'entre nous totalement novices.

Pour l'organisation logistique du collage, nous avons créé un groupe signal qui a rapidement réuni 60 personnes.

Le lundi, 400 affiches ont été imprimées avec le soutien du syndicat Solidaires et d'étudiant-e-s des Beaux-Arts. Le soir-même, pour le premier collage, nous étions 35 au rendez-vous : sept groupes ont été constitués afin d'aller coller dans différents quartiers de Toulouse. Pour la plupart des gens, il s'agissait de leur première expérience de collage. Les retours des participant-e-s suite à l'action ont été très positifs en pointant que c'était une occasion conviviale de se rencontrer tout en agissant ensemble, en reprenant la rue et en laissant une trace.

Un deuxième collage réunissant une petite dizaine de personnes a eu lieu deux semaines plus tard. L'objectif de départ à travers les collages féministes contre l'extrême droite était d'en faire un outil commun de mobilisation entre différents collectifs et associations : le Planning familial 31, les Collages féministes Toulouse, Retentissantes (association féministe locale), Toutes en grève 31, Clar-T (asso trans locale). Cet objectif n'a pas pu aboutir car il a été difficile de relancer la machine au retour des vacances de Noël. Cette période correspondait également au lancement de la campagne Antiracisme et Solidarité dans laquelle de nombreux-ses militant-es se sont engagé-es. De manière très minoritaire mais bruyante, des critiques morales ont été formulées autour de l'usage du mot femme sur certaines affiches, considérant qu'il invisibilisait les personnes transmasculines et non-binaires, sans pour autant proposer d'alternatives. Ce problème peut paraître mineur mais nous a pris beaucoup d'énergie et conduit malheureusement souvent à l'épuisement de nombreuses personnes qui entrent dans leurs premiers collectifs.

KIM ET SOLEN (TOULOUSE)

1 – Par exemple, l'attaque par Némésis de la manifestation contre les violences sexistes et sexuelles à Paris le 20 novembre 2021.





IL N'Y A PAS DE PETITES LUTTES : **AVEC GOLLÉ POUR LA RÉGULARISATION DE TOU-TE-S LES SANS-PAPIERS !**

Le 27 décembre 2021, Gollé Sylla – alias Mahamet Sacko s'adresse à la directrice de son magasin Carrefour Market du Plessis-Robinson, pour lui faire part de son identité véritable dans le but d'obtenir les documents CERFA et attestation de concordance nécessaires à sa régularisation. Elle lui demande de démissionner, il refuse et se voit mis à pied, convoqué le 6 janvier 2022 pour un entretien préalable au licenciement. La cause avancée par l'entreprise : l'usurpation d'identité, délit pénal. Retour avec notre camarade sur la lutte qui s'en est suivi.

Gollé a 33 ans. Il vit en France depuis le 17 juin 2016. Le 3 septembre 2018, il intègre l'entreprise Carrefour Market, au magasin de Courbevoie, pour une formation professionnelle de six mois, proposée par l'entreprise. Il se présente aux entretiens avec le directeur de Carrefour et l'école AMB formation, en présentant la carte d'identité et la carte vitale de son neveu, alors âgé de 25 ans : Mahamet Sacko. Gollé Sylla devient, pour le monde de l'entreprise, pendant plus de trois ans, Mahamet Sacko.

Le parcours d'un salarié «sous alias»

À l'issue de la formation, Carrefour Market incite son alternant à passer un diplôme d'employé commercial polyvalent, ce que Gollé refuse, ne voulant pas que ses compétences professionnelles soient liées à un diplôme qui ne serait pas à son nom.

Malgré son refus, il poursuit sa carrière professionnelle dans l'entreprise. Il passe deux mois au sein du magasin de Boulogne et intègre le Carrefour Market du Plessis-Robinson le 29 avril 2019.

«Est-il besoin d'un esprit bien profond pour comprendre que les conceptions, les notions et les vues, en un mot la conscience de l'homme, changent avec tout changement survenu dans ses relations sociales, dans son existence sociale ?»

Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du Parti Communiste*.

Il passe par la réception, la caisse, le rayon fruits et légumes, les yaourts. À partir de juillet 2021, il est responsable du rayon fromage. Des missions de formation des jeunes stagiaires lui sont confiées, il se voit augmenté, mais passe à côté d'une promotion au troisième échelon car son alias refuse d'aller retirer le courrier recommandé qui permet d'acter l'acceptation du salarié. Le parcours de Gollé Sylla alias Mahamet Sacko, est le parcours d'un salarié valorisé pour ses acquis professionnels et les compétences qu'il acquiert et déploie.

Un facteur de cohésion sociale

Du côté de ses collègues, des relations sociales puissantes se tissent : « Ils m'ont dit qu'avant mon arrivée, chacun restait dans son coin. Il n'y avait pas de cohésion entre les salarié-es. Et c'est moi qui ait été à la base de cette cohésion ».

Lorsque Gollé arrive au Plessis-Robinson, les collègues mangent chacun-e dans leur coin et ne développent pas d'affinités humaines. Il propose d'organiser des repas collectifs, l'auto-organisation et le partage se mettent en place et chacun-e paye le repas de la table à son tour. L'ambiance est festive, amicale, taquine, et tout le monde y participe, quel que soit le poste occupé dans les rayons, pour ceux qui partagent le même horaire de pause. La confiance se tisse, la camaraderie se développe et les liens sociaux se créent. La solidarité et l'entraide s'organisent dans les rayons quand des collègues ont besoin d'un soutien. Dans la suite logique des relations qui se déploient, une liste WhatsApp de collègues se constitue par affinités. C'est cette même liste, qui servira plus tard à communiquer en toute sécurité sur la situation de Gollé et qui permettra d'organiser la massification de la lutte par ses collègues.

Le salarié Mahamet Sacko est donc apprécié de sa direction et de ses partenaires. Mais l'individu Gollé Sylla fait face à des déboires avec son alias. Jusque-là, Gollé recevait l'intégralité de son salaire. Mais en juin, juillet et août 2021 un tiers de son salaire est saisi directement par le Trésor Public, auprès de l'entreprise, pour récupérer des impayés de son neveu. Gollé se trouve pris au piège de la mauvaise gestion de son alias.

Se syndiquer : une nécessité !

Gollé s'est syndiqué à la CGT en 2020. C'est un choix stratégique : « Étant un sans-papier, pour pouvoir lutter, il faut être organisé collectivement, être dans les syndicats. Vu la circulaire qu'on nous impose par la régularisation via le travail. De ce fait, je me suis syndiqué à la CGT. J'avais aussi commencé à militer dans le collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry, un mois après mon arrivée en France. Donc j'ai appris beaucoup de choses dans les luttes, collectives et individuelles, les occupations, j'en ai fait beaucoup. Toutes ces luttes m'ont permis d'avoir une vision sur comment se défendre en cas de problème étant un sans-papier. »

Dans son cadre professionnel, deux syndicats sont représentés : FO et la CGT Carrefour. Son choix se porte sur la CGT notamment car il a pu apprécier leur action dans la lutte de Bougary contre Monoprix. Cédric Mastain, représentant syndical de la CGT Carrefour, avait accompagné Bougary et le CSTPV dans leurs démarches avec la direction de Monoprix. Gollé savait donc que ce potentiel partenaire avait une expérience de la lutte des sans-papiers et qu'il serait bien accompagné avec lui.

Gollé souhaite laisser une chance à Carrefour de lui remettre ses documents sans entrer dans une lutte pour les obtenir. À ce moment-là, Gollé – malgré son expérience de la lutte – pense que l'échange humain peut lui être favorable dans cette multinationale : « Quelle que soit l'entreprise, je commencerai à discuter avec le chef d'abord, car

Étant un sans-papier, pour pouvoir lutter, il faut être organisé collectivement, être dans les syndicats.

pour moi c'est lui le décisionnaire. C'est lui qui m'a fait signer mon licenciement. » De fait, le licenciement de Gollé est signé de la main de la directrice du magasin, mais elle n'avait visiblement aucun pouvoir réel en matière de ressources humaines pour décider de maintenir un salarié sans papiers : le pouvoir de décision appartient dans ce cas au service national des RH.

Du licenciement

Le 27 décembre 2021, Gollé demande à être reçu par la directrice, Mme Ayten : « Je lui ai expliqué mon cas. Comme quoi, je ne peux pas continuer à travailler comme ça. Elle me dit que des collègues étudiants ont démissionné et qu'il y a leur formulaire, et me propose de remplir le formulaire de démission pour que je le signe ».

Le soir même, hésitant et un peu déboussolé, Gollé s'appuie sur deux soutiens de la lutte des sans-papiers et du CSPM en lesquels il a confiance pour échanger sur cette proposition de licenciement. Que faire ? Encouragé à en refuser catégoriquement la signature, il déclare à sa directrice le lendemain qu'il ne lui remettra pas de démission. Mme Ayten décide de se tourner vers sa hiérarchie pour signaler la situation à laquelle elle fait face et revient au bout de deux heures : « Elle m'a appelé dans son bureau, pour me dire que vu qu'elle connaît ma situation, que je n'ai pas de papiers ni de récépissé à lui remettre, elle sera obligée de me mettre à pied. Parce qu'en cas de contrôle de l'inspection du travail, ils peuvent être sanctionnés pour l'emploi d'une personne qui ne possède pas d'autorisation de travail. Elle m'a remis la lettre de mise à pied et a appelé l'agent de proximité FO pour lui dire devant moi qu'elle me mettait à pied car l'identité que j'utilisais n'était pas la mienne, et que mes problèmes avec mon alias m'avaient décidé à les en informer. Elle ne dit pas à ma collègue que je souhaite mon CERFA et mon certificat de concordance, elle lui dit que je veux démissionner. Je ne contredis rien, je n'arrive pas à analyser ce qui se passe et je pense expliquer plus tard ma situation à ma collègue. »

... à la construction de la lutte !

Personne ne parle de la régularisation par le travail. La directrice du magasin veut se débarrasser de son salarié sans faire de vagues, faisant croire au personnel, par l'intermédiaire de cette représentante FO, qu'il souhaite démissionner. En intégrant la représentante syndicale dans sa démarche, elle cherche à se faire une alliée morale dans le magasin, et dans un premier temps, cette stratégie de la direction va fonctionner. La collègue FO ne connaît pas la circulaire Valls, elle ignore que Gollé ne peut espérer de régularisation que dans ce cadre professionnel, et elle se sent trahie humainement par un collègue qu'elle apprécie mais qui ne lui a pas fait suffisamment confiance pour lui dire qui il est. À l'issue de cet entretien, elle a



en plus le sentiment qu'il souhaite changer d'alias pour un confort personnel. Dans la construction de la lutte, et grâce à des arguments solides, il faudra déconstruire les premières impressions négatives qui se seront cristallisées pour elle pendant cet entretien. Angélique, la collègue FO a une force sociale très importante dans le magasin. Les collègues suivront ses décisions car elle est la seule personne syndiquée et reconnue comme représentante du personnel depuis des années au sein du Carrefour Market du Plessis-Robinson, où il n'y a aucun représentant du personnel CGT. Elle est donc un élément capital pour la mobilisation des salarié·es.

À partir de là, Gollé et ses soutiens vont appeler l'UL CGT du Plessis pour discuter d'une action à mener le 6 janvier devant Carrefour Market. C'est la date de convocation pour le rendez-vous préalable au licenciement qui fait suite à sa mise à pied. Le rassemblement est appelé par le Collectif des sans-papiers de Montreuil, invitant l'UL à se joindre largement à cet appel. Dès qu'il apprend que Gollé est syndiqué à la CGT Carrefour et que Cédric est dans la boucle, Albert (de l'UL du Plessis) rentre immédiatement en action et s'engage à envoyer des mails et communiquer sur les différentes plateformes de la CGT, pour inviter ses camarades syndiqué·e-s et les élu·e-s à se joindre à l'action. Il garantit la mise à disposition du mégaphone, contacte les médias dont *le Parisien* – qui fera effectivement un billet – et assure la présence d'une vingtaine de ses camarades avec les drapeaux et les chasubles. Son apport sera précieux.

Il faut préparer les argumentaires : contourner discursivement la défense de Carrefour et nous appuyer sur le fait qu'il n'y a pas usurpation d'identité mais utilisation d'un alias, pratique autorisée implicitement par la circulaire. L'enjeu

La discussion sur le débrayage est très concrète : combien de temps ? À quelle heure ?

est de construire collectivement, avec Gollé, ce qu'avancera le représentant de la CGT pour le rendez-vous du 6. Cette rencontre est très puissante. On verrouille collectivement les arguments à avancer et la position à tenir lors de l'entretien. On discute de nos expériences, de la lutte de Bougary et de son issue favorable. On se dit l'importance de nos liens humains avec Gollé et notre dégoût du statut de sans-papier en France et dans l'absolu. La détermination est de rigueur, l'entente sur le fait qu'on ne lâchera rien jusqu'à la victoire est posée autour de chouffes et de cafés. On anticipe les difficultés, on analyse les stratégies de contournement. On se distribue le travail : écriture du tract, déclaration du rassemblement à la préfecture, coup de téléphone à passer à la camarade FO pour la convaincre de rejoindre la cause de Gollé et obtenir un débrayage de ses collègues, on parle d'une lettre à écrire à la directrice du magasin qui sera co-signée par toutes les organisations : CSPM, UL CGT, CGT Carrefour, Marche des solidarités. On trinque dans la joie de la lutte et l'humeur des vainqueurs. La stratégie est en place, les discours sont organisés, il s'agit de les diffuser à chacune des actrices et acteurs, qu'ils s'en infusent et se les approprient.

La lettre co-signée est envoyée par mail et par courrier avec accusé de réception. Nous entendons faire savoir à Carrefour que nos organisations marchent main dans la main. L'appel à Angélique est passé et l'échange permettra de déconstruire les fantasmes et la déception de cette collègue sur



le silence de Sacko qu'elle apprécie sincèrement. Elle a elle-même, une belle sœur sans papiers. Elle est touchée de comprendre et de mesurer la violence que subit son collègue, empêché de se présenter sous son nom. Elle prend conscience du parcours humain auquel Gollé dit Sacko, a dû se soumettre : devoir se présenter sous une autre identité pour trouver du travail, se faire connaître sous son nom d'alias, et tisser des liens personnels qui lui appartiennent, avec des personnes qu'il apprend à apprécier et dont il est apprécié en retour, emmuré dans l'identité de son alias, et muselé pour dire son identité véritable avant d'en arriver à une lutte.

Impliquer les collègues

Elle est choquée de mesurer dans la vie réelle ce que signifie être un sans-papier. Elle s'empare des articles de la circulaire Valls comme de la possibilité de se battre pour que justice soit rendue. Elle s'implique dans cette lutte et proposera de mettre en place une pétition des collègues pour demander la réintégration de Gollé dans le magasin. Elle communiquera avec ses collègues pour les inciter à débrayer. La discussion sur le débrayage est très concrète : combien de temps ? À quelle heure ? Pour favoriser l'implication des salarié-e-s, et ne pas leur infliger un mode opératoire trop coûteux pour ces salaires déjà très bas. L'argument de départ selon lequel la situation fragilisée du magasin ne permettait pas d'organiser ce débrayage est balayée par ce contre-argument : si la situation du magasin et donc des salarié-es est si fragile, c'est précisément parce que Gollé est empêché d'être à son poste par la direction de Carrefour. Une colère contre le patron va poindre en prenant conscience qu'il y avait la possibilité de traiter cette situation autrement en délivrant le CERFA et le certificat de concordance, en soutenant son salarié dans ses démarches auprès de la préfecture, Carrefour aurait pu choisir de maintenir Gollé dans le magasin. Mais

Un collectif de sans papiers est un organe fondamental de la lutte

iels n'en feront rien et lui enverront une lettre de licenciement le 15 janvier 2022.

Gollé, qui avait d'abord peur de demander à ses collègues de débrayer pour lui, va accepter de les appeler les un-es après les autres, pour avoir les échanges humains nécessaires à la construction d'une lutte conjointe. La situation de Gollé va être vécue et partagée par le collectif des travailleurs et travailleuses comme la situation injuste qu'elle est. Une dizaine de collègues débrayent le 6 janvier 2022 devant le magasin du Plessis. Des client-e-s viendront également témoigner de leur soutien les jours suivants. L'une de ses clientes apportera l'article écrit par *le Parisien* au magasin, qu'elle a pris le soin d'encadrer au feutre noir, pour témoigner qu'ils savent ce qui se passe et qu'ils appuient la lutte des salarié-e-s.

Gollé et ses soutiens continuent de construire ce lien autour de la lutte avec ses collègues, en mettant en valeur leur débrayage et en leur disant l'importance de leur action. Iels seront informé-e-s de la joie qui a circulé dans les réseaux militants de sans-papiers du fait de leur implication et de leur présence : de ce qu'elle prouve, de ce qu'elle permet d'envisager dans la construction de nos luttes. Leur propre joie de cette expérience de lutte du 6 janvier leur fera dire « *de ne pas hésiter à venir les voir s'il y a d'autres actions à mener auprès de l'entreprise ou ailleurs.* » Carrefour Market a dû faire face à cette organisation collective qui s'est amplifiée lors du deuxième rassemblement du 28 janvier, suite au licenciement. Iels seront cette fois une vingtaine à débrayer, toutes les lignes de production sont présentes à ce deuxième rendez-vous : rayons, caisses, accueil, réception, drive. La quasi-totalité des collègues présent-es sur le site sortiront.

Seule la lutte paie

« La CGT a été comme un point d'appui du collectif des sans-papiers de Montreuil. Elle nous a aidé-es à organiser la lutte, ils sont comme nos porte-paroles devant Carrefour ». Ce sont les seul-es interlocuteurs et interlocutrices qui pouvaient discuter avec les divers représentant-es de Carrefour : la directrice, le service RH de Carrefour Market et le service RH national de Carrefour. En plus du rôle d'Albert de l'UL CGT du Plessis, qui a permis la présence des membres syndiqué-e-s aux deux rassemblements et des élus LFI lors du premier ; de Valdé qui a assisté Gollé lors de l'entretien préalable au licenciement du 6 janvier, mais qui n'a presque pas eu à intervenir tant Gollé était acteur de sa propre lutte ; de Cédric qui a coordonné les échanges, les courriers, les actions entre les diverses antennes de son syndicat et les divers membres à l'organisation de la lutte, d'autres militant-es ont été nécessaires pour leur implication et leurs connaissances de la lutte des sans-papiers au sein des entreprises. Cédric a invité Gollé à venir rencontrer certain-e-s cadres de la CGT lors du congrès de l'union départementale du 92.

À partir de cette discussion, Gollé et ses soutiens ont élaboré une nouvelle stratégie face à Carrefour en proposant à la CGT de faire pression sur la direction de Carrefour. Des échanges entre la CGT, l'inspection du travail et le pôle DRH de Carrefour ont lieu. Le syndicat demande de ne pas organiser de nouvelle action pour l'instant. La direction de Carrefour veut contrôler l'agenda et attendre que la mobilisation se dissipe pour remettre les documents à Gollé. Iels souhaitent invisibiliser au maximum cette lutte, et surtout le résultat positif qui pourrait en découler. Il leur est fondamental d'éviter la diffusion d'une telle information dans les médias, probablement pour éviter que d'autres sans-papiers qui travailleraient chez Carrefour ne se manifestent.

Gollé et ses soutiens décident de leur faire croire que leur stratégie fonctionne. Si après le 19 mars rien n'est réglé, les actions reprendront pour construire le rapport de forces à partir de la lutte avec les salarié-es et les client-es. Seule la lutte paie !

S'organiser pour ne plus subir

Un collectif de sans-papiers est un organe fondamental de la lutte : « Notre manière de convaincre m'a beaucoup impressionné pour que la mobilisation puisse être réussie, que ce soit en terme de débrayage, que ce soit la force que nous avons déployée auprès des syndicats. On n'avait pas beaucoup de temps pour pouvoir construire cette lutte, car nous n'avons eu qu'une semaine pour mettre tout cela en place. Donc notre efficacité à nous coordonner pour convaincre les syndicats, les élu-e-s, les salarié-es en si peu de temps, était impressionnante en matière de capacité de mobilisation. » « Ce qui m'a beaucoup impressionné aussi encore dans le combat, c'est le soutien des collègues qui sont sorti-e-s pour débrayer pour la cause d'un sans-papier alors qu'ils ne sont pas eux et elles-mêmes sans-papiers. »

Toute cette lutte démontre pourquoi, pour les camarades sans-papiers comme Gollé, il nous faut construire tou-te-s ensemble sans relâche la

Cette situation individuelle est significative de ce que nous sommes en capacité de construire beaucoup plus largement et beaucoup plus collectivement. Prouvons-le-nous le 19 mars !

date du 19 mars et une immense mobilisation. Ensemble, nous sommes fort-es ! Ensemble, nous sommes capables de construire avec tous les maillons de notre chaîne d'exploité-es contre ceux qui nous exploitent. C'est cette diversité sous un mot d'ordre commun de solidarité qui montrera que nous sommes nombreux-euses, déterminé-es, puissant-es et que la force sociale collective est sans nul doute notre arme principale contre ce système capitaliste raciste qui cherche, à chaque instant, à contrôler nos vies, nos temps, nos énergies, nos puissances. Le 19 mars, il nous faut être 100 000 personnes dans la rue, tou-te-s ensemble, révolutionnaires, réformistes, sans-papiers, soutiens, toute la chaîne. C'est notre capacité à créer des systèmes de cohésions qui s'étendent et se répandent, qui nous a permis de construire la lutte de Gollé contre Carrefour. Et nous l'espérons, de la gagner prochainement. Nous ne lâcherons rien. Cette situation individuelle est significative de ce que nous sommes en capacité de construire beaucoup plus largement et beaucoup plus collectivement. Prouvons-le-nous le 19 mars !

GOLLÉ ET SONIA (MONTREUIL)



DÉTROIT, PAS D'ACCORD POUR CREVER, UNE RÉVOLUTION URBAINE
DE DAN GEORGAKAS ET MARVIN SURKIN :

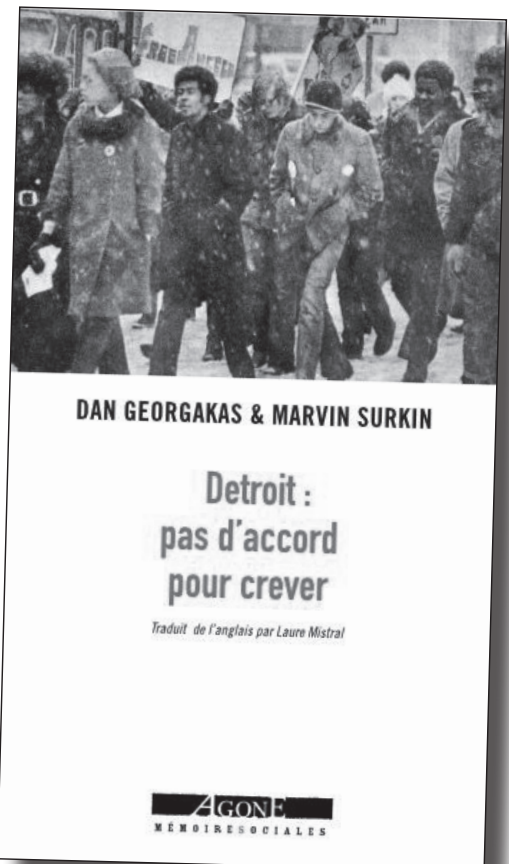
RACE, CLASSE ET GENRE AU CŒUR D'UNE LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE

Ce livre dépeint de manière très détaillée le mouvement de luttes de travailleur-euses révolutionnaires racisées à Détroit à la fin des années 1960, sans l'idéaliser, en y explorant ses victoires, ses limites et ses contradictions. C'est en cela qu'il est inspirant, qu'il donne de l'énergie pour continuer dans nos mouvements respectifs à élaborer de nouvelles stratégies, à s'interroger en permanence sur nos pratiques militantes. Apprendre de ces mouvements peut donner de la force et aider en termes de stratégie politique, car ils ne sont pas sans rappeler, les luttes actuelles, comme celles menées par les personnes travaillant à Deliveroo qui parlent d'esclavage moderne...

Nous sommes plongé-es aux suites de la grande rébellion du 23 au 27 juillet 1967 dans la ville de Détroit aux États-Unis. Un événement historique de soulèvement massif contre la pauvreté, le racisme et la police. Dans la nuit du 23 juillet, la police fait une descente pendant une soirée principalement composée de personnes noires. Cette descente conduit à une période de forte contestation jusqu'au 27 juillet, où le président Johnson déclare l'état « d'insurrection » pour faire appel à la Garde nationale et faire cesser l'émeute. Le pouvoir en place a donc répondu par la répression plutôt que par la volonté d'opérer un changement durable. D'après les chercheur-euses, la répression de cette émeute aurait causé 43 mort-es, plus de 400 blessé-es, environ 7 000 arrestations.

De la sur exploitation....

À l'époque la ville de Détroit est la cinquième ville des États-Unis, elle concentre également les principales usines de l'industrie automobile. Le syndicat de l'UAW¹, implanté dans ces usines, s'est créé en 1935, mais a brisé les espoirs des travailleur-euses noir-es en ne prenant pas en compte leur situation. De fait, les personnes vulnérables à des systèmes d'oppression (en l'occurrence le racisme) sont sujettes à une exploitation plus intense qui affaiblit l'ensemble des travailleur-euses en tant que classe. Pourtant, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, beaucoup de travailleur-euses noir-es sont embauché-es (principalement des hommes noirs), dans les missions les plus pénibles. Dans le livre est expliqué le concept de negromatisation, l'idée que l'accroissement de la productivité n'était pas tant due à l'automatisation, mais bien plus aux logiques d'accélération des cadences et



d'embauches de travailleur-euses noir-es pour les tâches les plus difficiles. « Si au niveau national, l'UAW avait la réputation d'être progressiste en matière de racisme, c'est uniquement par comparaison avec les autres syndicats, fort nombreux, qui n'acceptaient que les blancs. » Ainsi, les auteurs



expliquent qu'à l'intérieur de ce syndicat, il y avait à la fin des années 1960 seulement « 7% des postes clés qui étaient occupés par des noirs », alors qu'ils représentaient 30% des membres de l'UAW.

C'est à la suite de cette période de Grande rébellion, qui met la ville de Détroit à feu et à sang, que se développent des mouvements sociaux de révolutionnaires noir·es. Plusieurs militants noirs, déjà présents dans des groupes trotskistes notamment, s'accordent sur la nécessité de créer un groupe spécifique prenant en compte la lutte contre le racisme dans la lutte des classes. John Watson, Général Baker ainsi que Mike Hamlin créent un journal, *Inner City Voice* (traduit comme « la voix des bas quartiers »), qu'ils distribuent aux sorties des usines, avec l'appui d'autres militant·es présent·es dans les usines de Détroit. Ce journal défendait des luttes locales, nationales et internationales, se positionnant notamment contre la guerre du Vietnam, contre les conditions de travail, le système capitaliste global... La distribution de ce journal, à plusieurs milliers d'exemplaires, permet à des travailleur·euses de développer leur conscience de lutte contre le racisme sous le prisme de la lutte de classe.

... à l'organisation

En mai 1968, une grève sauvage se déroule à Dodge Main, dans une usine Chrysler, contre les conditions de travail et les cadences imposées. C'est à partir de là, que le premier groupe Dodge Revolutionary Union Movement – DRUM, se crée et se répand rapidement dans une grande partie des usines de Détroit. En juillet 1968, une nouvelle grève est menée par DRUM. Puis en septembre 1968, une élection syndicale à Dodge Main, élit DRUM en tant que syndicat. Dans ce même temps, un groupe

Les femmes noires étaient donc toujours reléguées au second plan.

de militant·e-s prend la tête de la rédaction d'un journal financé par l'université, avec un tirage journalier de 18 000 exemplaires.

C'est en juin 1969 que se crée la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires regroupant tous les DRUM des différentes usines de Détroit. L'une des premières organisations, à l'époque, se revendiquant marxiste, en incluant la lutte contre le racisme au sein de notre classe. « *Contrairement au mouvement lié à Martin Luther King, la Ligue était laïque et urbaine. Contrairement au mouvement lié à Malcolm X, la Ligue engageait une action directe pour réaliser l'égalité raciale quand les circonstances s'y prêtaient. Contrairement aux Black Panthers, qui s'appuyaient sur la jeunesse et rejetaient sans cesse la faute sur les blancs, la Ligue se concentrait sur les ouvriers et rejetaient sans cesse la faute sur le capitalisme.* »

Plusieurs militant·es réalisent un film intitulé *Finally got the news*, montrent les actions de piquets de grèves, la création et la distribution des journaux de la Ligue, présentent certain·es de leurs membres... John Watson crée une boîte de production pour et par les personnes racisées. Certain·es membres de la Ligue décident de créer des groupes de lecture, pour favoriser l'éducation populaire et politique. Mais ces différents modes d'actions ne convainquent pas certain·es membres, qui souhaitent prioriser la lutte sur les conditions de travail et les lieux de travail eux-mêmes.

En 1971, suite à des désaccords internes entre les membres de la Ligue sur la « meilleure » manière de mener la lutte politique, entre les pro-usines qui revendiquent que la lutte ne doit se faire que sur



les lieux de travail, sur les questions spécifiques de la lutte de classes, les conditions de travail, et ceux qui s'impliquent également sur la production du film, la création de Black Production, la Ligue se divise et devient la «Ligue communiste». Or, il semble important que les deux aspects soient présents dans une organisation politique, à la fois l'éducation politique grâce aux discussions théoriques et aux films créés par notre classe, mais également des actions concrètes sur nos lieux de travail. Ces deux formes d'actions ne sont pas contradictoires.

Pour construire l'unité de classe, attaquer toutes les dominations

Un autre aspect important abordé dans le livre est que ce mouvement de lutte révolutionnaire, pourtant avant-gardiste, persistait à garder les luttes de genres au second plan, voire à ne pas les inclure du tout. La Ligue considérait les luttes féministes comme « le mouvement de libération de la femme blanche ». Par conséquent, à cette période de l'histoire – et Bell Hooks l'explique dans son livre *Ne suis-je pas une femme ?* – on peut constater que la plupart des femmes et personnes LGBTQIA+ noir·e·s ne pouvaient se sentir incluses ni dans les mouvements féministes existants ni dans les mouvements antiracistes, puisque ces mouvements étaient principalement construits et pensés, dans le premier pour des femmes blanches, dans l'autre par et pour des hommes noirs. Les femmes noires étaient donc toujours reléguées au second plan. La pluralité des oppressions qu'elles subissaient étaient un frein pour leur permettre de trouver un travail, mais elles étaient invisibilisées par les hommes noirs qui ne réalisaient pas les intérêts communs à lutter ensemble contre le racisme et le patriarcat.

Pourtant, il y avait des femmes noires au sein de la Ligue, mais la lutte à l'intersection entre genre-race et classe était rendue bien plus complexe, car la Ligue était, elle aussi, imbriquée dans une structuration patriarcale. Edna Ewell Watson, membre de la Ligue, disait :

La lutte à l'intersection entre genre-race et classe était rendue bien plus complexe

«Le rôle des femmes dans la Ligue était traditionnel en termes d'idéologie patriarcale noire et de priorités politiques. Les femmes étaient conditionnées pour être le soutien de l'autorité masculine. [...] Les places ne manquaient pas pour les femmes dans la Ligue, aussi longtemps qu'elles acceptaient d'obéir et de rester invisibles. L'homophobie, bien sûr, était omniprésente. [...]

Peut-être qu'une gestion différente des questions de genre aurait pu rendre la Ligue plus viable, mais l'histoire était contre nous. Les femmes de la classe ouvrière noire sortaient à peine de trois cents ans de viols, d'exclusions, de terrorisme, de coups, de pauvreté, de dur labeur et d'illettrisme. Nous venions tout juste de mettre un pied dans le royaume de l'emploi non domestique. La plupart d'entre nous n'allaient pas rejoindre une avant-garde organisée, aussi parfaite fût-elle.» (p. 321, 322)

On voit alors ici tout l'intérêt d'avoir des revendications politiques liant à la fois, race et genre, classe et genre et race et classe. Non seulement cela permet à toutes les personnes opprimées par ce système de se sentir reconnues dans leurs identités multiples et légitimes dans un groupe politique, mais cela rend possible pour les mouvements sociaux de faire masse, de renverser le rapport de forces et donc de perdurer davantage dans le temps.

Les identités des personnes de notre classe sont plurielles et il n'y aura pas de libération de notre classe sans la prise en compte et la suppression de toutes les formes d'oppressions que nos identités impliquent.

AUDE (TOULOUSE)

1 – United Automobile, Aerospace and Agricultural Implement Workers of America (UAW)



THOMAS SANKARA, **QUEL HÉRITAGE POUR LA JEUNESSE AFRICAINE ET POUR LES RÉVOLUTIONNAIRES DANS LE MONDE ?**

CYCLE EXPÉRIENCES RÉVOLUTIONNAIRES. *Au milieu des années 1980, en plein cœur de l'Afrique, a eu lieu l'une des dernière expérience révolutionnaire de la période dite de « guerre froide » et du 20^e siècle. Le capitaine Thomas Sankara et les populations du Burkina Fasso ont tenté au cours de cette courte période (1983-1987), une expérience singulière pour sortir des griffes du néocolonialisme. Cette expérience, ses succès et ses limites, a des leçons à nous donner pour préparer les révolutions qui viennent¹.*

Si Thomas Sankara est devenu une icône anti-impérialiste, un « Che Guevara africain », si sa mémoire est présente dans chaque village, quartier, bidonville ouest africain, et que ses discours commencent à être diffusés et étudiés, notamment à l'extrême gauche, les réalisations concrètes de la « Révolution Démocratique et Populaire » (RDP) et les débats stratégiques qu'elle a dû se poser son encore peu connus.

Thomas Sankara et la Révolution du 4 août 1983

Thomas Sankara conduit une Révolution « démocratique et populaire » en Haute-Volta, un petit pays d'Afrique de l'Ouest de 274 200 km², ancienne colonie française, frontalier avec le Mali, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Bénin, le Niger et le Togo

qu'il renomme Burkina Faso (pays des hommes intègres).

La Haute-Volta est établie par l'administration française en 1919, à partir de territoires du Haut Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Niger. Elle fut dissoute en 1939 (répartie entre Mali – à l'époque le Soudan français, la Côte d'Ivoire, le Niger) et recréer après la Seconde Guerre mondiale à la demande des « élites » locales (et cela sert les intérêts de la France : morceler ses colonies en petits territoires).

Un « gouvernement local » est créé en 1958 et le pays devient formellement indépendant le 5 août 1960.

C'est dans ce contexte que naît Thomas Sankara le 21 décembre 1949. Son père est infirmier militaire, il est enfant de cœur, il hésite à rentrer au séminaire pour devenir prêtre, mais choisit la carrière militaire.



Au lycée il rencontre un militant du PAI (Parti africain de l'indépendance – marxiste léniniste), Adama Touré qui organise des cercles anti-impérialistes clandestins où Sankara commence sa formation politique.

En 1969 il va à Madagascar pour son école militaire. En 1972, il y a une révolution à Madagascar ou des jeunes officiers et des militants politiques et syndicaux obtiennent la chute du régime néocolonial soutenu par la France, ils parlent de « Seconde indépendance ». Cela va beaucoup le marquer.

Il rentre en Haute-Volta, se fait remarquer lors de la guerre frontalière avec le Mali de 1974 et devient responsable de l'entraînement des commandos, il est nommé capitaine et jouit d'une certaine popularité dans l'armée et au-delà.

Depuis l'indépendance, un premier coup d'État a installé un régime autoritaire en 1966. En 1980, il y a un nouveau coup d'État militaire suite à une grève générale, mais les jeunes officiers issus des milieux populaires organisés autour de Sankara n'y participent pas, mais ne s'y opposent pas. Les militaires au pouvoir lui ordonnent (un ordre militaire) de devenir secrétaire d'État à l'Information en septembre 1981 pour neutraliser sa popularité et sa dénonciation de la hiérarchie militaire. Le gouvernement interdit le droit de grève, et suite à une grève générale contre cette mesure, Sankara démissionne en disant à la radio « *Malheur à ceux qui bâillonnent le peuple* ». Il est dégradé et envoyé loin de la capitale, Ouagadougou.

Un nouveau coup d'État a lieu en 1982. Le groupe de Thomas Sankara n'est pas à l'initiative mais pense qu'il y a une opportunité à saisir pour améliorer le sort du peuple, il devient Premier ministre. Ce pouvoir est divisé, il y a opposition entre les révolutionnaires représentés par le Premier ministre, Thomas Sankara, et ceux qui veulent juste utiliser la popularité de ce dernier, comme le président du Conseil du Salut du Peuple. Cette opposition s'affiche publiquement dans les

On a donc une forme hybride de prise de pouvoir, mi-coup d'État militaire, mi-insurrection populaire

meetings, par exemple le 14 mai 1983, à Bobo Dioulasso, quand Sankara promet qu'il n'y aura pas de ralentissement dans les changements, sous les applaudissements, alors que le président veut imposer une pose dans le processus révolutionnaire. Trois jours plus tard, l'aile conservatrice fait arrêter et jeter en prison Thomas Sankara, qui sera libéré grâce à la mobilisation populaire. Craignant leur élimination physique, les révolutionnaires (sous-officiers, leaders syndicaux, organisations de gauche) regroupés autour du capitaine Sankara décident de tenter une prise du pouvoir.

Le 4 août 1983, une colonne insurgée qui vient de Pô entre à Ouagadougou grâce à l'aide des civils, et accompagnée d'une foule en liesse qui refuse de rentrer chez elle et continue à danser et crier sa joie dans la rue, malgré le couvre-feu décrété par le nouveau pouvoir. On a donc une forme hybride de prise de pouvoir, mi-coup d'État militaire, mi-insurrection populaire. Le 21 août Sankara déclare « *le pouvoir est d'abord l'affaire d'un peuple conscient, par conséquent les armes ne représentent qu'une solution ponctuelle, occasionnelle, complémentaire* ».

Installation du Conseil national de la révolution qui nomme Sankara président, c'est le début de la Révolution démocratique et populaire qui va durer 4 ans, 2 mois et 11 jours jusqu'au 15 octobre 1987 et le coup d'État soutenu par les forces impérialistes au cours duquel Thomas Sankara est assassiné.

La révolution est portée par le CNR où sont représentées la plupart des organisations de gauche radicale, marxistes : PAI, Union des luttes communistes – reconstruite (ULC-R)... mais aussi les Comité de défense de la révolution, dont l'objectif

est de « détruire la machine d'État néocoloniale et de garantir la souveraineté du peuple ». Ce sont des organes d'auto-organisation et de démocratie directe, avec des responsabilités importantes : recensement de la population, production des cartes d'identité, collecte de l'impôt, ils assurent aussi la formation politique, l'assainissement des quartiers, la gestion des conflits de voisinage... Des Tribunaux populaires de la révolution, élus dans les CDR sont mis en place pour « juger les crimes et délits des fonctionnaires et des agents préposés de l'État ».

Quelques réalisations de la RDP :

- **Autosuffisance alimentaire :** deuxième pays le plus pauvre du monde avant la révolution, mais si en 1984, le Burkina importe 220 000 tonnes de céréales, en 1986 l'objectif de 2 repas et 10 litres d'eau par jour et par personne est atteint, l'ONU dit dans un rapport : « en 4 ans le Burkina est devenu autosuffisant alimentaires et a vaincu la faim »

Ce résultat est obtenu, dans un contexte de restriction de l'aide internationale et notamment française, grâce à la mobilisation des paysans, l'envoi de l'armée aux champs pour « servir le peuple » (le Capitaine lui-même va labourer une charrue à la main) ainsi qu'à la mobilisation populaire pour la construction d'infrastructures (barrages pour l'irrigation, routes, chemins de fer). Saïd Bouamama dit que ça rappelle la Révolution chinoise².

- **Mais avec en plus l'écologie :** « je suis l'humble représentant d'un peuple qui refuse de se regarder mourir pour avoir regardé mourir son environnement naturel ». Se met en place une véritable lutte contre la désertification : des bosquets sont

En 4 ans le Burkina est devenu autosuffisant alimentaires et a vaincu la faim

plantés dans chaque village, un plan de 15 mois pour planter 10 millions d'arbres est réalisé en 1985-1986. « L'impérialisme est le pyromane qui brûle nos forêts et nos savanes, la lutte contre la désertification est une lutte anti-impérialiste ».

- **Au niveau sanitaire :** campagne de vaccination, et notamment des enfants, sans distinction de nationalité, les enfants des pays voisins viennent se faire vacciner au Burkina ; construction de dispensaires par les populations

- **Concernant la Lutte contre l'analphabétisme :** construction d'écoles, création de comités d'élèves qui dénoncent les professeurs et les directeurs réactionnaires. Un plan spécifique d'alphabétisation pour les femmes, même si le taux d'analphabétisme reste plus élevé que chez les hommes (qui lui diminue fortement). Le projet école nouvelle, est rejeté après un débat au sein des CDR.

- **Par rapport à la place des femmes :** nomination à des postes importants (ministres, préfet...); mise en place d'une Union des femmes du Burkina qui lutte contre l'excision et la polygamie, instauration d'une journée du « marché des hommes » durant laquelle les tâches ménagères reviennent aux males ; campagne pour un « salaire vitale » (prélevé sur le salaire des hommes et versé aux épouses) qui soulève l'espoir des femmes mais ne sera pas appliqué. Le 8 mars 1987 Sankara déclare « l'émancipation comme la liberté ne s'octroie pas, elle se conquiert et il appartient aux femmes elles-mêmes d'avancer leur revendications et de les faire aboutir. »



● **Un régime internationaliste :** campagne de solidarité anticolonialiste pour l'indépendance de la Kanaky, ce qui mets Paris en rage, ou en soutien à la Palestine. Soutien à l'autodétermination du Sahara occidental face au Maroc (remise en cause des frontières coloniales). Appuis concret à la lutte contre l'apartheid (des fusils et des passeports sont fournis à l'ANC, attaque contre Mitterrand qui reçoit les leaders Afrikaners). Lutte pour l'unité africaine, mais contre l'Organisation de l'unité africaine qualifié de « *syndicat de chefs d'État* », notamment sur la question de la dette. Un discours de classe à l'international : « *Ceux qui sont exploités en France sont ceux qui sont exploités en Haute-Volta et ceux qui souhaitent se libérer de toutes les formes de domination en Haute-Volta existent aussi en France* » (Discours au Sommet France-Afrique de 1983 à Vichy).

Saïd Bouamama conclut : « *Dans tous les domaines de la vie sociale, l'appel à l'auto-organisation des premiers concernés est une constante pendant les 4 ans de l'expérience sankariste* »³.

Les difficultés, les erreurs, et les débats que ça pose :

● **Guerre frontalière avec le Mali en décembre 1985 :** 4 villages que se disputent le Mali et le Burkina Faso. Cette guerre est un héritage du tracé colonial des frontières.

● **Sur quelle classe s'appuyer pour faire la révolution dans un pays comme le Burkina ?** Baisse du pouvoir d'achat des urbains (estimée à 30 % entre 1982 et 1987, malgré les baisses des loyers de 50 à 70 % en 1984 et leur suppression en 1985), attaque contre les fonctionnaires : 1 380 enseignants grévistes licenciés en 1984, dénonciation de l'anarchosyndicalisme : « *Ou bien nous cherchons à contenter les fonctionnaire qui sont 25 000, 0,3 % de la population ou bien tous les autres qui ne peuvent même pas avoir un comprimé de nivaquine ou d'aspirine et qui meurent simplement quand il sont malades* ».

● **Des critiques venues de la bourgeoisie sur le respect de l'état de droit,** auxquelles Sankara

Pour nous la question centrale sur la démocratie c'est le respect de l'auto-organisation à la base.

répond par avance : « *à la morale immonde de la minorité exploiteuse et corrompue, nous opposons la morale révolutionnaire de tout un peuple pour la justice sociale* ». Par exemple on reproche aux tribunaux populaires de ne pas respecter la présomption d'innocence, mais aujourd'hui les féministes rappellent que la présomption d'innocence des hommes c'est une présomption de mythomanie pour les femmes victime de viol (par exemple, l'affaire Darmanin). On ne peut limiter la question de la démocratie au respect des formes bourgeoises de démocratie, de justice...

● **Pour nous la question centrale sur la démocratie c'est le respect de l'auto-organisation à la base.** Saïd Bouamama pointe par exemple la main mise du Secrétariat général national (aux mains des militaires) sur les CDR de base qui tendent à se transformer en « courroies de transmission » et sont instrumentalisés dans les luttes entre factions ou sein du CNR. Un sociologue à essayer de montrer la main mise des chefferies traditionnelles sur les CDR, et que donc le pouvoir révolutionnaire était subordonné aux pouvoirs coutumiers. Dans un discours à Bobo Dioulasso, 15 jours avant son assassinat le Capitaine semble conscient des problèmes : « *le devoir de tout révolutionnaire c'est d'éviter que la révolution ne se replie sur elle-même, que la révolution ne commence à se scléroser, que la révolution ne commence à se réduire à peau de chagrin* ».

SAMBA ET THOMAS (PARIS 20)

1 – Cet article reprend les notes préparées pour un exposé lors de nos week-end de débats et de formation.

2 – Voir : Saïd Bouamama, *Figures de la révolution africaine*, Zones, 2014, dont on peut lire un extrait consacré à Sankara sur Contre Temps : <https://www.contretemps.eu/sankara-revolution-burkina-bouamama/>
3 – *Ibid.*



UNE HISTOIRE POLITIQUE DES SOUND SYSTEMS

2^E ÉPISODE : : INGLAND IS A BITCH



Des Dance-hall jamaïcains des années 50's aux raves bretonnes de 2020 en passant par les émeutes de Brixton en 1981: un feuilleton musical et politique en 3 épisodes.

Des montagnes d'enceintes ; des paquets d'amplis, préamp', tables de mixage ; des sélections musicales affûtées et exclusives ; des « massives » prêts à faire des centaines de kilomètres pour voir jouer leur « crew » préféré. Bien plus qu'une sono mobile aux basses surpuissantes, le sound system est un phénomène, culturel, social, économique et politique, typiquement jamaïcain, qui a marqué l'histoire de l'île, mais aussi de la métropole britannique, a colonisé le monde et changé à jamais la physionomie de la musique (le rap et le remix par exemple sont directement issus de cette culture). Plongée au cœur des dancehalls à un moment où danser n'a jamais été aussi politique.

anglaise. Dès les années 1950 on estime que 10 % de la population de l'île est « *ha foreign* » (à l'étranger). En débarquant des immenses paquebots transatlantiques, les « *yardies* » amènent avec eux leur musique et leur façon de l'écouter, le sound system. Celui-ci débarque donc dans le frog londonien, en territoire a priori hostile (climat peu propice aux soirées en plein air, mode de vie occidental, racisme...).

London is the place for me

La Jamaïque est une petite île de la Caraïbe, à peine plus grande que la Corse. « Découverte » par Christophe Colon lui-même, elle devient colonie britannique en 1665, et se transforme en une plaque tournante du trafic d'esclaves africain-es avec un million d'esclave qui y sont débarqué (sur les 12 millions de déporté-es de la traite négrière). L'esclavage est aboli 1838, et le 6 août 1962, les élites locales obtiennent sans heurts l'indépendance tout en restant dans le Commonwealth. Outre qu'il fait de la reine d'Angleterre le chef d'État du pays, ce statut permet, au moins jusqu'au années 1980, aux ressortissant-es de l'île de pouvoir émigrer facilement dans les autres pays du Commonwealth, notamment en Amérique du nord (Canada, USA où des immigré-es jamaïcain seront à l'œuvre dans la naissance du hip-hop et du rap, mais c'est une autre histoire...) et bien évidemment dans la métropole

Skinheads A Wreck The Town

C'est en 1969, (année érotique, mais pas que) que la présence massive d'immigré-es jamaïcain-es a une première influence majeure sur la vie culturelle anglaise avec l'entrée en scène de la première vagues « *skinhead* », prolétaire et multiculturelle, qui ne jure que par le ska, le rocksteady et le early reggae (qui sera rebaptisé a posteriori skinhead reggae ou boss sound). En effet, les jeunes issu-es de la plus vieille classe ouvrière du monde, et de la culture « *mods* » dont iels condamnent l'embourgeoisement, côtoient les jeunes « *rudeboys* » débarqués de Kingstown dans les cités prolétaires des quartiers ouvriers anglais. C'est tout naturellement que la bande son des dancehalls des ghettos jamaïcains devient celle des bastons entre bandes de jeunes en Angleterre ¹.

Les premiers sound anglais opèrent dans les « *Blues Party* » ², soirée plus ou moins privée qui se tiennent dans les caves (*bashment*). Mais petit à petit, les sounds sortent des caves et s'exposent en plein jours, notamment lors du carnaval caribéen de Notting hill. Créé suite aux émeutes raciale de 1958, par et pour les communautés caribéennes dont la figure de Claudia Jones, « *Trinidadienne antiraciste, communiste,*

DU MENTO AU DANCEHALL, PETITE HISTOIRE DES MUSIQUES JAMAÏQUAINES

Les Arawaks, premiers habitants de l'île, ayant été exterminés, les musiques jamaïquaines modernes sont issues de l'hybridation des musiques importées par les colons (musiques militaires, valse, quadrilles...) et de celles qui ont traversé l'Atlantique dans les cales des galères esclavagistes (percussions Buru, Kumia...).

Le Mento, premier genre endémique l'illustre bien. Cette musique d'origine rurale, résulte de la réappropriation des quadrilles (une danse de bal et de salon d'origine anglo-française des 18^e populaires chez les colons britanniques) par les esclaves qui y intègrent des influences des rituels Ashanti (peuple de la région du Ghana) et d'autres danses et musiques d'Afrique de l'Ouest. En parallèle, les mouvements « Revivalistes », qui offre une lecture de la Bible du point de vue des esclaves déporté-es, intègre à leur cultes des éléments africains et créent des chants et danses religieux comme le Pocomania ou le Jonkannoo. La musique liturgique des rastas est appelée Nyabinghi et se pratique lors de Groundations, rassemblement religieux dont l'ambiance a été capté sur vinyle par Count Ossie & The Mystic Revelation Of Rastafari.

À partir de leur apparition dans les années 1940, les sound systems vont être l'élément structurant de la musique jamaïquaine : « *En Jamaïque, la musique est d'abord et avant tout produite pour être jouée par un sound system et dansée dans le dance hall* ». Ceux-ci jouent au départ principalement du Rythme & Blues étatsunien. Lorsque celui-ci se transforma en Rock 'n' Roll, destiné à un public blanc, au tournant des années 1950, les opérateurs de sound system se tournèrent vers la production locale d'une version yardie de R&B, influencé par le Mento, le Jamaican shuffle, caractérisé par l'emploi d'accords à contretemps, qui incitent à danser.

Le ska se dégage peu à peu des différents styles, caractérisé par ce rythme syncopé marqué par un temps fort sur les deuxième et quatrième temps de la mesure. Le jeu de guitare correspond au contretemps du R&B et au piano du boogie. Les cuivres sont ajoutés pour les solos « jazz », ainsi qu'une contrebasse très en avant, comme pour le Mento. Il accompagnera de son tempo effréné l'indépendance de l'île en 1962.

Au cœur de la vague de chaleur de l'été 1966, le rocksteady, supplante le ska dans les dancehalls. Ce genre musical se caractérise par un tempo plus langoureux que son prédécesseur, ce qui laisse se développer les inspirations soul des chanteurs et musiciens. Il laissera la place au reggae au tournant de l'année 1969. Malgré sa brièveté, cette période est considéré par beaucoup d'amateurs comme l'(un des) âge(s) d'or de la musique Jamaïcaine.

En 1969, un nouveaux style envahi les sound systems, caractérisé par un tempo rapide, un « skank » marqué et une volonté de « Caraïbénisation » / « Africanisation » de la musique par rapport au rocksteady, fortement influencé par la soul US, le reggay (selon l'orthographe utilisé à l'époque, par exemple par Toot's sur son « *Do the Reggay* »). Ce type de reggae, très apprécié de la mouvance skinhead en Angleterre, sera rebaptisé a posteriori « early reggae » « skinhead reggae » ou encore « boss sound ».

Très vite, le tempo et la basses s'alourdissent, les thématiques s'éloignent des préoccupations adolescentes du skinhead reggae, pour se centrer sur des thématiques dites culturelles ou « reality » fortement influencées par le mouvement rastafari. Se développe alors, porté par la figure tutélaire de Bob Marley, le style qui deviendra synonyme de musique jamaïquaine pour le grand public en occident, le roots reggae.

Deux innovations née dans les sound systems jamaïquains dans cette période vont changer à jamais la physionomie de la musique mondiale. Le dub (des versions retravaillées de titre reggae qui apparaissent en face B des 45 tours qui préfigurent les remixs) et les deejay (ancêtres des rappers, les « Dee Jay », inventent dès les années 1960, une façon de placer leur voix en parlant dans la musique qui les différencie des chanteurs).

À l'aube des années 1980, les enceintes monstrueuses des Sound Yardies résonnent d'un nouveau son, le Rub-A-Dub. Dépouillé à l'extrême, appuyé sur le duo Drum & Bass (batterie et basses), ce style laisse place aux deejays pour développer des commentaires politiques et sociaux endiablés ou pour déblatérer sur leurs exploits sexuels (le slackness).

En 1985, King Jammy's lâche une bombe atomique lors d'un clash contre le sound Black Scorpio, le premier titre entièrement digital jamais enregistré en Jamaïque, un Dubplate de Wayne Smith, « *Under Me Sleng Teng* ». Ouvrant la porte de l'ère digital du reggae.

Au début des années 1990, un style extrêmement décharné, appuyé sur la batterie et les boîtes à rythmes envahi les dancehalls, le Bogle, qui marque la naissance du DanceHall comme genre séparé.

Depuis reggae et DanceHall connaissent une évolutions parallèle, certain artistes passant allègrement d'un style à l'autre. Récemment une nouvelle génération d'artistes, issus des classes moyennes et supérieures, a repris le flambeau du roots (Chronixx, Protoje, mais aussi des artistes féminines comme Koffee et Lila Iké), quand le DanceHall reste la musique des ghettos.



féministe et surtout révolutionnaire qui a fait de la prison aux États-Unis et fut par la suite exilé»³, le carnaval a été chaque année, au moment du Bank Holiday, le dernier lundi du mois d'août, le théâtre d'affrontements entre jeunes du quartier et la police, qui culminèrent en 1976... rythmés par la basse et les «skanks» des derniers hymnes reggae joué sur de gigantesques sound systems.

Le carnaval a été chaque année le théâtre d'affrontements entre jeunes du quartier et la police, qui culminèrent en 1976... rythmés par la basse et les «skanks» des derniers hymnes reggae joué sur de gigantesques sound systems.



Please officer

Les sound et en particulier les «toasters» anglais se font le porte-voix des communautés noires affrontant le froid londonien, le racisme, les violences policières. Les titres sortis par les artistes issus de la diaspora jamaïcaine en Angleterre s'ancrent dans cette réalité comme le hit underground «Please Officer» dont l'auteur Smiley Culture, qui décédera en 2011 lors d'une décente de police, avait fait œuvre de pédagogie sur l'hilarant *Cockney Translation* où il traduit en argot londonien le «patwah yardie».

Les artistes issu-es de la jeunesse ouvrières anglaise et de l'immigration jamaïcaine, comme Steel Pulse qui chante la *Révolution d'Handsworth*, se côtoient de nouveau au sein de Rock Against Racism animé par *The Clash* et des militant-es du SWP intervenant dans l'Anti Nazi League (qui formeront plus tard la première Action Antifasciste), et plus largement de la seconde vague ska, autour du label Tow Tone, et de la scène skinhead antiraciste (SkinHead Against Racism Prejudices). La création de ce front antifasciste répond aux développements des activités des fascistes, qui, notamment, attaquent les soirées sound systems avec l'intention de tuer des jeunes noir-es, comme dans l'incendie de New Cross qui fit 13 mort-es (malgré la présence de résidus de cocktail Molotov sur les lieux, la police niera le caractère volontaire et donc fasciste et raciste de l'incendie). De larges mobilisations antifascistes se développent conduisant au meurtre de Paul Blake, militant du SWP, par la police lors d'une manifestation antifasciste.

Les «Maître de Cérémonie (MC)» britanniques, développe leur propre style et popularisent le «Fast style» (qui fera des émules en France) quand dans une veine plus militante, Linton Kwesi Johnson, militant du Black Panther Party au Royaume-Uni, récite ses poèmes sur les «Dubs» de Denis Bovell dans la lignée des «Dub Poet» jamaïcains. Il met en mots et en musique «*Di Great Insohreckshan*» (la grande insurrection) «*quand on a fracassé pleins de cars de police, quand on a brisé leur plan malfaisant, quand on a brisé leur plan Swamp 81. Dans quel but? Pour que les dirigeants comprennent qu'on ne supportait plus leur oppression*».



Brixton Riot never quiet

L'opération Swamp 81 de la Metropolitan Police de Londres a vu près de mille personnes se faire arrêter et fouiller pendant cinq jours par des policiers sans uniforme, dans le but de terroriser la population du ghetto de Brixton, au sud-est de la capitale. La police a ciblé la communauté noire dans ces opérations, déclenchant des émeutes à partir du 10 mars 1981. Celles-ci furent rythmées par le nouveau son qui enflammait les ghettos de Kingstown, à peine remis de la guerre politique qui a déchiré l'île durant la décennie 1970, obligeant les sound yardies à une activité réduite du fait des violences intercommunautaires, le Rub-A-Dub. Ce son, dépouillé à l'extrême, laisse une large place aux Deejay, que ce soit pour des commentaires sociaux et politiques endiablés ou pour débâter sur leurs exploits sexuels (le *slackness*).



DU LOVER'S ROCK À LA JUNGLE, RAPIDE APERÇU DES STYLES ANGLO-JAMAÏQUAINS

La culture jamaïcaine a eu une forte influence sur les musiques populaires anglaises, que ce soit le punk (The Clash se baptisent ainsi en référence à l'album *Two Seven Clash* du groupe jamaïcain Culture, reprendra des standards reggae et travaillera avec Lee Perry), le Ska 2Tones (les groupes comme Madness, The Specials & co ont multiplié les reprises, emprunts et clin d'œil à la musique yardie), ou plus récemment Amy Winehouse qui reprenait régulièrement des morceaux jamaïcains en concert.

Pour autant les immigré-es jamaïcain-nes en Grande-Bretagne ont développé leurs propres styles musicaux, influençant en retour la musique produite à Yard.

Le premier de ces styles est le Lover's Rock, sorte de reggae pop et légèrement sucrée, consacré exclusivement aux chansons d'amour. Des artistes yardies résidents régulièrement au Royaume-Uni s'y adonnent abondamment (comme Sugar Minott, qui développe en parallèle sur son île natale une carrière centrée sur le Early DanceHall) mais aussi des chanteurs et chanteuses issu-es de la seconde génération. D'autres artistes de cette génération forment des groupes « lives », ce qui est peu courant sur l'île d'origine. Les groupes comme Style Pulse, Cimarons, Black Sons... développent un reggae roots mâtiné de rock. Autour du label Fashion's, du studio Class A et du magasin de disque Dub Vendor se développe dans les années 1980 une scène d'artistes, notamment des « toasters » qui s'expriment sur les sound locaux comme Saxon, Coxone Outernational, Wassifa... Les artistes comme Macka B, Smiley Culture, Tippa Ire ou Petre King accélèrent leur flow créant ainsi le Fast Style qui sera repris par des artistes jamaïcains comme Papa San, new yorkais (Daddy Freddy) et même français (Raggasonic entre autres).

Au milieu des années 1990, des producteurs locaux accélèrent quant à eux leurs beats, donnant naissance à la jungle qui, avant de se développer en drum & bass, remixait des hit DanceHall ou faisait se poser des deejay locaux, comme General Levy pour l'iconique hit « Incredible ».

En parallèle, les sound comme Jah Shaka, Aba Shanty, Chanel One s'orientent vers ce qui va être connu plus tard comme du UK Dub, du Steppa, ou du Dub 300 dans le cas d'Irition Steppa. Des scènes importantes reprenant les principes affichés par les grands frères anglais (sono artisanal, orientation roots et conscious de la musique jouée...) se développent en France et plus généralement en Europe et dans le monde.

Encore récemment, des artistes comme Burial et son Dubstep affichent des références évidentes à la culture jamaïcaine et aux sound systems.

En réaction, une partie des sound anglais radicalisent leur allégeance au mouvement *Rastafari*, se tournant vers le « *Dub* » le plus radical, qu'ils définissent comme du « *warrior* » ou « *militant* » style dans les années 1990. Les thématiques mystico-religieuses y dominent, en particulier l'idée de libération à venir et de punition des « méchants », sans que ne disparaissent les thématiques dites « *reality* », les commentaires sociaux et politiques (les deux thèmes étant souvent savamment entremêlés). La courses à l'équipement sonore le plus puissant est relancée de plus belle, et de jeunes blanches perdues dans ces soirées s'en souviendront au moment de lancer le mouvement Rave et Free Party. On en cause dans l'épisode suivant...

THOMAS (BOBIGNY)

1 – Sur l'influence des cultures issues de l'immigration jamaïcaine sur les mouvements culturels typiquement anglais, voir : D. Hebdige, *Sous culture*, le sens du style, Zone 2008, le dossier « Punk & Reggae » de Cheribibi, revue des cultures populaires n°1, automne 2005 ou l'autobiographie de Don Letts « Culture Clash », Rivage Rouge 2010
 2 – On peut en avoir un aperçu dans le film « *Lover's Rocks* » de la série « *Small Axe* » de Steve McQueen
 3 – <https://joagabriell.com/2015/11/27/angleterre-lhistoire-tres-politique-du-carnaval-de-notting-hill-a-londres/#:~:text=Le%20Carnaval%20de%20Notting%20Hill,fut%20par%20la%20suite%20exil%C3%A9e.>

LEXIQUE :

MASSIVES : personnes qui suivent régulièrement un sound system ou simplement qui sont présents dans la danse.

CREW : équipe du sound

OPÉRATEUR : personne qui assure le réglage du matériel et parfois mixe les disques.

SÉLECTEUR : personne qui choisit les disques à passer et parfois les mixe.

MAÎTRE DE CÉRÉMONIE (MC) : personne qui assure l'animation du sound (en présentant les morceaux, saluant les personnes...). Ce terme issu de la culture hip-hop, apparaît dans l'univers des sound à la fin des années 1980.

DEEJAY/TOASTER : descendants des « jive » nord-américains et ancêtres des rappers, les « dee jay », inventent dès les années 1960, une façon de placer leur voix en parlant dans la musique qui les différencie des chanteurs.

DUB : style musicale issue du reggae. À la base un dub est un morceau de reggae qui a été complètement remixé qui apparaît généralement en face B du 45 tours dudit titre.

RASTAFARI : mouvement mystico-religieux qui, se basant sur une prophétie de Marcus Garvey, fait de l'empereur d'Éthiopie, Haïlé Sélassié 1^{er} une divinité qui va libérer le peuple noir et ramener les diasporas à leur terre promise, l'Afrique.

RUB-A-DUB : style de reggae qui se développe à partir de la fin des années 1970 caractérisé par un dépouillement musical pour se concentrer sur le duo basse et batterie.

SKANKS : le skank est l'élément caractéristique de la musique jamaïcaine, il désigne la façon d'accentuer le contre-temps.

SWP : Socialist Worker Party (Parti socialiste des travailleurs / UK) : principale force politique de l'extrême gauche britannique. Des militant-es d'A2C se revendiquent de la même tendance internationale que ce parti, la Tendance Socialisme International (IST en anglais)

VERSION : le phénomène du « versionning » est caractéristique de la culture musicale jamaïcaine, il s'agit d'appliquer à une même base musicale (ou rythmique) différentes versions qui peuvent être chantées, instrumentales, « dubbées », ou sur lesquelles vont « se poser » des « deejays »

YARD/YARDIE : « Littéralement "cours des logements sociaux". La cour est un élément centrale de l'organisation sociale jamaïcaine, au point qu'on désigne souvent le pays par le terme *Yard* » (Bass Culture). Par extension, « yardies » désigne ce qui vient de l'île.



ROCK AGAINST RACISM ET L'ANTI-NAZI LEAGUE – EXTRAIS DE STRATÉGIE ANTIFASCISTE : 5 EXEMPLES HISTORIQUES POUR OUVRIR UNE RÉFLEXION

Des ripostes existent aussi sur le terrain local, dans les quartiers, contre les fascistes et contre les violences policières racistes où sont actifs des groupes antiracistes, des courants féministes radicaux et les organisations de l'extrême-gauche.

Cela aboutit en août 1977 à la bataille de Levensham dans la banlieue de Londres où ont eu lieu des violences racistes policières. Des manifestations de soutien ont été attaquées par la police et les fascistes, dans ce quartier multiracial et populaire.

Le 13 août, le National Front appelle à une marche dans le quartier. Une réaction se met en place, qui conduira à un rassemblement pacifique le matin (appelé par différentes associations, des responsables locaux du parti travailliste et le parti communiste) et une manifestation au même endroit et à la même heure que les fascistes. 4 000 manifestant-es se retrouveront le matin où des militant-es d'extrême-gauche iront argumenter en faveur de la participation à la manifestation de l'après-midi. L'après-midi, 6 000 manifestant-es où l'aspect décisif est que les différents groupes militants radicaux sont rejoints pas des jeunes du quartier. La riposte se traduit alors par de nombreux affrontements où les fascistes sont humiliés et dérouterés tout en étant protégés par la police. Une fois les fascistes évacués, des affrontements ont lieu avec la police : pour les personnes qui ont vu le film *Rude boy* des Clash, il y a des images de cette journée. L'événement se traduit par une pluie d'attaques contre les manifestant-es et notamment contre l'organisation d'extrême-gauche la plus en pointe sur la question, le SWP. Tous les grands journaux se relaient pour condamner les « fascistes rouges » à l'unisson avec les responsables politiques dont ceux du parti travailliste.

Cependant, il y a aussi un écho dans l'autre sens : cette journée de manifestation ouvre la possibilité de lancement d'une initiative unitaire, grâce notamment au SWP, avec des figures de la gauche du parti travailliste et des syndicalistes proches du parti communiste. Cette initiative va obtenir un écho très rapidement : c'est l'Anti-Nazi League.



AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

Ce groupe de personnes militant pour l'autonomie de classe – abrégé A2C – a été lancé à l'été 2016. Il s'organise autour de deux pratiques principales :

- des rencontres tous les deux mois, en général à Paris, sur deux jours, pour se former et s'organiser ;
- la rédaction d'articles théoriques en lien avec notre pratique militante ou de retours d'expériences, diffusés sur internet et imprimés au format de bulletin, de brochure, ou de revue comme celle-ci.

A2C est actuellement composé de personnes militant majoritairement à Paris – dans le 18^e et le 20^e arrondissement, à Montreuil, à Rennes et à Toulouse.

Les personnes impliquées dans cette équipe s'investissent dans des collectifs contre les frontières, des collectifs de personnes avec et sans papiers, des collectifs féministes, des syndicats. Nous pensons notre militantisme dans le mouvement et pour le mouvement. Ce qui suppose d'éviter les raccourcis, de penser qu'une organisation pourrait décider à elle-seule la direction que devrait prendre le mouvement. Lutter là où nous sommes, là où nous habitons, à partir de notre réalité, nous paraît primordial pour pouvoir gagner. Cela fait partie des implications, tactiques et stratégiques, de l'analyse que nous faisons de la période dans laquelle nous vivons.

Cette analyse est à la fois simple et veut dire beaucoup : ce que nous appelons trajectoire du capital pousse toujours vers plus de compétition entre États, s'oriente nécessairement vers plus de frontières, de racisme, de violences et d'écrasement. Nous pensons également qu'il est juste de ne pas regarder uniquement le rouleau compresseur du capitalisme, et de s'intéresser aux révoltes. Nous analysons toujours la société, malgré toutes les tentatives sincères de remises en question, comme étant divisée en deux classes : celle des possédants-exploiteurs, et celle des personnes qui doivent travailler pour vivre ou survivre. À l'intérieur de cette division en classes existent des rapports d'oppression et des violences qui traversent toute la société.

Des résistances, des insurrections, des situations révolutionnaires ont lieu encore

– évidemment – aujourd'hui. Des moments où une partie importante de la population d'une région prend la confiance pour s'affronter à un État, à une frange de la bourgeoisie, et à leurs armées. Ces moments n'appartiennent pas au passé et n'interviennent ni mécaniquement ni spontanément. Aucune recette magique n'existe pour faire la révolution. Mais ne pas s'organiser facilite la tâche des dominants qui peuvent mettre en place ce qui va dans leurs seuls intérêts. C'est pourquoi nous sommes convaincu-es que s'organiser est nécessaire.

S'organiser, cela signifie pour nous : développer la confiance individuelle et collective nécessaire à entrer en action, savoir vers où l'on veut aller, quitte à changer de trajectoire après des débats et des discussions dans l'intérêt du mouvement, se regrouper, et faire des tests en fonction de ce qui nous semble le plus juste politiquement.

a) Nous pensons que la formation politique n'est pas une fin en soi et est sensée lorsqu'elle a pour objectif de transformer toute la société. L'analyse seule n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait. La conviction permet de s'investir dans le mouvement en proposant, en augmentant notre capacité à agir collectivement.

b) Dans le même temps, s'investir dans tous les mouvements sans approche stratégique, sans boussole, est épuisant et démoralisant. Le mouvement seul n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait. Être dans le mouvement nous incite à nous regrouper pour se questionner sur la manière dont nous agissons.

Ces deux constats nous poussent vers une organisation traversée par l'humilité et le volontarisme : ne pas penser que la défaite ou la victoire est assurée d'avance. C'est dans ce sens qu'A2C s'est réuni il y a cinq ans.

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET

02

MARS 2022

**PAS DE GUERRE ENTRE
LES PEUPLES, PAS DE PAIX
ENTRE LES CLASSES!**

NICO, PARIS 19^e

**MOINS DE PROGRAMMES
ÉLECTORAUX, PLUS DE
POLITIQUE!**

VANINA, PARIS 20^e

**DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE,
LA GRÈVE FÉMINISTE N'EST
PAS AUTOMATIQUE**

KIM, TOULOUSE

**RETOUR D'EXPÉRIENCE SUR
LES COLLAGES FÉMINISTES
CONTRE L'EXTRÊME DROITE
À TOULOUSE**

KIM ET SOLEN, TOULOUSE

**IL N'Y A PAS DE PETITES
LUTTES : AVEC GOLLÉ POUR LA
RÉGULARISATION DE TOU-TE-S
LES SANS-PAPIERS!**

GOLLÉ ET SONIA, MONTREUIL

**THOMAS SANKARA,
QUEL HÉRITAGE POUR
LA JEUNESSE AFRICAINE ET
POUR LES RÉVOLUTIONNAIRES
DANS LE MONDE ?**

SAMBA ET THOMAS, PARIS 20^e

**UNE HISTOIRE POLITIQUE DES
SOUND SYSTEMS (2^E ÉPISODE)**

THOMAS, BOBIGNY

**AUTONOMIE DE CLASSE
- QUI SOMMES-NOUS ?**

A2C

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

PRIX LIBRE (PRIX DE REVIENT 2 EUROS)